Projet de loi de finances pour 2010

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres

NOTICE EXPLICATIVE DU JAUNE

COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES AUPRES DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES

L'article 112 de la loi de finances pour 1996 (n°95-1346 du 30 décembre 1995) a fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction actuellement en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l'article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe du projet de loi de finances pour 2010 le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Est établie la liste des commissions et instances supprimées dans l'année.

Le présent document traduit ainsi les premiers résultats du chantier ouvert par la circulaire du 8 décembre 2008 du Premier ministre sur la modernisation de la consultation. La liste des suppressions intervenues au cours de l'année écoulée recense plus de 200 instances.

Le chantier engagé a permis dans le même temps de parfaire le caractère exhaustif du recensement. C'est pourquoi le solde des instances existant est à ce jour de 719, par contraste avec le solde de 799 qui apparaissait dans l'annexe Q au projet de loi de finances pour 2009.

Conformément aux objectifs fixés dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, une nouvelle phase de suppression de commissions administratives vient d'être engagée. L'annexe VIII fait mention des décisions d'ores et déjà arrêtées en ce sens.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
1. Premier ministre									
Comité d'action scientifique de la défense	Articles D. 1132-34 et suivants du code de la défense (et D. 1132-6)	8				0	0	0	*Suppression engagée*
Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	Articles D. 320-1 et suivants du code des juridictions financières	28	200	200	216,3	2			
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information (articles 15 à 18)	10	0	0	0	1	1	0	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*
Comité national des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-7 et suivants du code de la défense	26	0	0	0	1	1	1	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information »	11	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*
Comité stratégique pour le numérique	Décret n° 2006-502 du 3 mai 2006 portant création du comité stratégique pour le numérique	6			330	3	7		
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 modifié par le décret n° 70-388 du 27 avril 1970	4	0	0	0	2	1	2	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R. 226-2 du code pénal	10	0	0	0	6	6	6	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*
Commission de défense nationale des carburants	Articles D. 1336-43 à D. 1336-46 du code de la défense								*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
1. Premier ministre									
Commission de déontologie	Loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 (article 87) Décret n° 2007-611 du 26 avril 2007 (+ Décret n° 2007-886 du 15 mai 2007)	14	278	278	384	18	12	11	
Commission de garantie des retraites	Articles L. 114-4 et D. 114-4-0-1 et suivants du code de la sécurité sociale Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites (article 5)	4	0	0	0				
Commission des archives constitutionnelles de la Vème République	Décret n° 2002-581 du 25 avril 2002 portant création de la Commission des archives constitutionnelles de la Ve République	33	108	108	259,555	1	4	2	
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 (article 60), modifiée par la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 (article 99) Décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens	12	150	150	120	6	6	19	*Les frais de fonctionnement 2008 ne concernent que les frais de mission de la CICC, hors dépenses de rémunération des personnels de cette dernière qui sont mis à disposition par différents ministères (finances, intérieur, agriculture et travail) et imputées sur les budgets de ces derniers.* *La baisse des frais de mission s'explique par le fait que 2008 a été une année de transition entre les programmations 2000-2006 et 2007-2013. Ce qui a eu des conséquences sur le nombre des missions de la CICC et celui des réunions de son collège.*
Commission interministérielle de coordination des instances de contrôle des transferts intéressant la défense et la sécurité	Articles D. 1132-43 et suivants du code de la défense	12				0	0	0	*Suppression engagée*
Commission interministérielle de défense du territoire	Article R. 1132-3 du code de la défense Arrêté du 5 juillet 1978 relatif aux attributions et à la composition de la commission interministérielle de défense du territoire (JO du 12 juillet 1978)	9				0	0	0	*Suppression engagée*
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	7	0	0	0	4	6	6	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle de la politique immobilière	Décret n° 92-604 du 1 juillet 1992 portant charte de la déconcentration					11	6		
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.* 1442-1, D.* 1443-1 du code de la défense	13					2	2	*Créée par le décret n° 2007-234 du 22 février 2007, elle s'est réunie à cinq reprises depuis sa création (les 10 avril et 24 septembre 2007; 10 juin et 27 novembre 2008; 1er juillet 2009). Elle constitue, selon le SGDN, un outil efficace d'examen de questions relatives à la sûreté aérienne, de pilotage des actions menées par les ministères en la matière, et de mise en œuvre des orientations ou des décisions en matière de sûreté aérienne du cabinet du Premier ministre(le Directeur de cabinet présidant la Commission).*
Commission interministérielle pour la sécurité des systèmes d'information	Décret n° 2001-694 du 31 juillet 2001 portant création de la commission interministérielle pour la sécurité des systèmes d'information	20				1	0		*Suppression engagée*
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense	12				11	11	13	*Pas de coût spécifique (secrétariat assuré par le SGDN et réunion organisée en interne)*
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2	2	2,5	2	2	2	*Augmentation des frais de transport*
Commission nationale d'agrément	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	5	2	4	10	2	7	*Augmentation des frais de transport*
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	2608,857	2217,499	2188,269	13	13	18	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
1. Premier ministre									
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification	4	164,379	157,845	161,019	12	15	13	*Le coût recouvre la rémunération des 4 membres permanents et des rapporteurs particuliers (15 au 31/08/09).*
Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Décret n° 2008-1277 du 8 décembre 2008 créant un Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	31	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2008*
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'analyse économique	36			735,395	10	12	15	
Conseil d'orientation des retraites	Article L. 114-2 et Article D114-4-0-1 à D114-4-0-4 code de la sécurité sociale	39			1554,5	11	11	11	
Conseil d'analyse de la société	Décret n° 2004-666 du 8 juillet 2004 portant création du Conseil d'analyse de la société	32			87,5			12	
Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale	Décret n° 2000-302 du 7 avril 2000 portant création du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale	9				5	5	4	
Conseil de la création artistique	Décret n° 2009-113 du 30 janvier 2009 relatif au Conseil de la création artistique	15	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51			802,13	11	5	10	
Conseil du développement de la vie associative	Décret n° 2004-657 du 2 juillet 2004 instituant un conseil du développement de la vie associative. NOR: MJSK0470061D	21		4	5	6	6	5	*Augmentation des frais de transport*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
1. Premier ministre									
Conseil national de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 12). Décret n° 2002-708 du 30 avril 2002 relatif au conseil national et aux conseils départementaux de la jeunesse.	178	489	300	257	50	50	37	
Conseil national de la vie associative	Décret n° 2003-1100 du 20 novembre 2003 relatif au Conseil national de la vie associative	80	130	130	126	46	7	44	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 (article 11). Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002, Décret n° 2002-571 du 22 avril 2002	72	9	12	15	3	2	2	*Augmentation des frais de transport*
Conseil national des langues et cultures régionales	Articles D. 312-29 et suivants du code de l'éducation	40	0	0	0	0	0	0	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	22	-	0	0	-	0	0	*Créé en 2007*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français. NOR: EQUA0401326A	227	0	0	0	1	1	1	
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du Comité de la prévention et de la précaution NOR: ENVG9650263A	20	0	0	80	10	10	10	
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	4	4	4	2	2	2	
Comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel	Arrêté du 27 mars 2006 relatif à la création du comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel NOR: EQUS0600814A	28	0	0	0	2	2	4	
Comité de suivi de l'application du règlement EMAS	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS NOR: DEVP0210218A	17	0	0	0	1			
Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (article 13) Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	101	-	0	0	-	4	6	
Comité de surveillance biologique du territoire (ex comité de biovigilance)	Articles L. 251-1et D. 251-1 et suivants du code rural,	0	-	-	0	-	-	0	
Comité des directeurs transports	Arrêté du 16 mars 1995 portant création du comité des directeurs Transports du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme NOR: EQUV9500418A	16	0	0	0	1			*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	17							
Comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret n° 94-134 du 9 février 1994 portant création du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	0	0	0	0			3	
Comité d'orientation du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 2)	30	0	0	0	3	3	0	
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivants du code de l'environnement	160	0	0	21	4	9	4	
Comité national de la facilitation	Arrêté du 19 décembre 1977 composition et fonctionnement du comité national de facilitation.	20	0	0	0	1	0	0	*Dans toutes les administrations représentées, les structures ont changé plusieurs fois ou ont disparu. Sur la base du texte de 1977, ce comité ne peut plus fonctionner. Un nouveau texte doit être pris, mais son existence est basée sur une convention internationale.*
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	150	0	150	1		1	*Ce comité se réunit tous les deux ans.*
Comité national de suivi de la décentralisation des services voyageurs d'intérêt régional	Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (article 137) Décret n° 2001-1116 du 27 novembre 2001 relatif au transfert de compétences en matière de transports collectifs d'intérêt régional.	0	0	0	0			0	*Suppression engagée*
Comité national de suivi des rejets d'eau exceptionnels des centrales de production d'électricité	Arrêté du 19 août 2003 portant constitution d'un Comité national de suivi des rejets d'eau exceptionnels des centrales de production d'électricité NOR: DEVE0320249A	17	0	0	0	0			*Suppression engagée*
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation	60	1,5	0	1,5	2	0	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Comité technique de l'électricité	Décret n° 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	33	0	0	0	16	12	1	*8 séances en 2009*
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	32	0	0	0	1			
Comité technique permanent des barrages	Articles L. 213-21, L. 213-22, R. 213-17 et suivants du code de l'environnement	10	0	1	2	7	7	14	*Institué après la rupture du barrage de Malpasset, le CTPBOH, désormais compétent pour les digues, donne un avis sur les projets et confortements d'ouvrages constituant un risque important : barrages de plus de 20 m de haut (plus de 300 ouvrages) et digues protégeant plus de 50 000 personnes.* *Les dépenses de fonctionnement du CTPBOH, pour l'examen des dossiers d'ouvrage sont à la charge du maître d'ouvrage (frais de déplacement et indemnités, cf. article R. 213-83 du code de l'environnement). Restent à la charge du MEEDDM les dépenses liées à l'examen de textes relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques. L'arrêté du 1er février 2008 fixe le taux unitaire des vacations horaires des membres du CTPBOH. La réforme du cadre réglementaire a engendré l'examen de nombreux textes.*
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,827	0,827	0,827	2	0	4	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 14 à 16)	17	0	0	4	11		11	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la Commission centrale des appareils à pression NOR: DEVP0918229A	59	18,885	18,885	14,163	4	4	3	*Coûts stables*
Commission centrale des servitudes aéronautiques	Articles D. 241-1 et suivants du code de l'aviation civile	0	0	0	0				*Cette commission est une composante du CSINA*
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux (commission nationale)	Article L. 302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0			2	
Commission consultative des installations nucléaires de base	Décret n 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives								
Commission consultative du budget annexe « contrôle et exploitation aériens »	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe « contrôle et exploitation aériens »	0	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure (article 4) NOR: EQUT9201050A	0	0	0	0			2	
Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret n° 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages NOR: ENVP9250167A	37	1	1	1	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission consultative supérieure	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 12 à 14)	17	0	0	0			2	
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère NOR: ATEP0090357A	13	0	0	15	2			
Commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-6 et suivants du code de l'environnement Arrêté du 10 février 2009 fixant la composition de la commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre NOR: DEVE0902954A	35	0	0	0	2			
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Article R.* 111-29 et R.* 111-34 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 8 décembre 1978 modifié.	14	10,5	10	7,5	4	4	4	
Commission d'agrément des experts en bateaux de navigation intérieure	Arrêté du 10 février 2005 relatif à la procédure d'agrément des experts en bateaux de navigation intérieure NOR: EQUT0500356A	7	0	0	0				*Suppression engagée*
Commission de certification des agents des organismes extérieurs de prévention	Arrêté du 31 décembre 2001 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières (RG-1-A, art. 16/Carrières) NOR: ECOI0200015A	0	0	0	0				

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	1	3	2	
Commission de recours contre les décisions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-28 et suivants du code de l'environnement	7	0	0	0	1			
Commission de sécurité de la circulation aérienne	Arrêté du 6 juin 2006 relatif à la création de la Commission de sécurité de la circulation aérienne. NOR: EQUA0600721A	28	0	0	0	2	5	6	
Commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	Décret n° 2006-28 du 4 janvier 2006 instituant une commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	42	9	9	9	2	2	2	*Coûts stables et maîtrisés*
Commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz (remplace le comité technique de la distribution du gaz et la commission spéciale de sécurité des transports de gaz)	Décret n° 2006-28 du 4 janvier 2006 instituant une commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	42	0	0	0				
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement Arrêté du 13 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage. (anciennement décret n° 2003-727 du 1er août 2003) Composition fixée par l'arrêté du 8 mars 2007.	26	0	0	0	3	3	3	
Commission de sûreté des navires	Décret n° 2007-937 du 15 mai 2007 relatif à la sûreté des navires	8	-	1,2	1,2	-	5	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission d'équivalence pour la délivrance des titres de formation professionnelle maritime	Décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage (article 14 bis)		-	-	0	-	-		*Dispositions institutives issues du décret n° 2007-1377 du 21 septembre 2007 ; cette commission n'a pas encore été réunie.*
Commission des comptes des transports de la Nation	Article 12 de la loi de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1050) Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la nation Décret n° 92-918 du 2 septembre 1992 modifié le 21 juillet 1999.	55	0	0	0	2	2	n.d.	
Commission des comptes du logement	Décret n° 92-237 du 11 mars 1992 portant création d'une commission des comptes du logement	32	0	0	0	3	3	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	22	0	0	5	4	2	21	
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	1	1	1	1	1	1	
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0	0			2	
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	0	5			
Commission des sanctions administratives au sein du conseil national des transports	Décret n° 84-139 du 24 février 1984 relatif au Conseil national des transports, aux comités régionaux des transports, et aux commissions régionales des sanctions administratives	24	0	0	0	3	3	3	*Nombre de réunions lié à celui des dossiers d'appel reçus.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission des suites de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret n° 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social (articles 8 et 9)	15	0	0	0	9	9	8	
Commission des Téléphériques	Arrêté du 5 novembre 1997 portant création d'une commission des téléphériques NOR: EQUT9701697A	28	0	0	0	2	2	2	
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	Article D. 541-6-1 du code de l'environnement		-	-	-	-	-	-	*Créé par Décret n°2009-1043 du 27 août 2009*
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien. NOR: EQUA0500097A								
Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret n° 2009-720 du 17 juin 2009 relatif à la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2009*
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret n° 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures Décret n° 79-293 du 3 avril 1979 relatif à la composition de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	12	0	0	0	2	2	2	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Décret n° 95-1029 du 13 septembre 1995 relatif à la commission interministérielle du transport des matières dangereuses	78	3,8	6,7	6,1	2	4	3	*Les coûts de fonctionnement dépendent du nombre de réunions. Les années 2007 et 2008 ont été marquées par la finalisation des règlements locaux portuaires et donc l'augmentation du nombre de réunions de la CITMD.*
Commission nationale consultative de l'aviation légère	Article D. 521-3 du code de l'aviation civile	16	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive (2 formations)	Article R. 413-2 du code de l'environnement	12	14	15	16	6	6	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission nationale d'évaluation des recherches menées au titre de la loi du 30 décembre 1991 sur la gestion des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement.	0	0	471	871	14		0	*Le montant budgété a toujours été de 1 million d'euros : ce montant de référence de la dotation inscrite chaque année en LFI, est ensuite affecté par les crédits mis en réserve et/ou annulés.*
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5, R. 426-5 et R. 426-3 du code de l'environnement	11	3	3	3	4	4	4	
Commission nationale de concertation	Article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 modifié par Décret n° 92-954 du 3 septembre 1992 ; Décret n° 98-735 du 17 août 1998	0	0	0	0	13		0	
Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret n° 2007-403 du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers	20	-	0	0	-			*Les arrêtés d'application n'ont été pris qu'en 2009, une première réunion est envisagée au 3ème trimestre 2009. Sur la base de 3 réunions par an on peut estimer le coût de fonctionnement à 6000 €.*
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	1,5	1	3	2	1	3	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. NOR: ATEN0100368A	12	0,5	0,5	0,5	1	1	1	
Commission nationale de prévention des nuisances	Loi n° 99-588 du 12 juillet 1999 (article L227-4 du code de l'aviation civile) - organisée par les articles R227.1 et suivants du code de l'aviation civile	39	0	0	0	11	11	11	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 17 à 19)	34	0	1,2	1,58	5	8	6	*Les représentants des navigants siégeaient rarement avant 2007. Le rythme des réunions pourrait s'accélérer sensiblement si le nombre de navires de plaisance professionnelle candidats au RIF augmentait.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire	Arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes (article 15)	15	0	0	0	2	2	2	
Commission Nationale d'Evaluation de la Sécurité Des Transports Guidés	Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	0	0	0	0	4	4	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Arrêté du 20 avril 2000 constituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement. NOR: ATEG0090143A	14	0	0	0	4			
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-29 et suivants du code de l'environnement	0	0	0	10	6	6	0	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	0	0	0	0	2		0	
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles D. 565-8 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	0	0			
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35			0	2	2	2	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0	0	0	2		4	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7et R.421-8 du code de l'aviation civile	21	0	0	0	2	2	2	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du Conseil économique pour le développement durable	27	-	-	-	-	-	-	*Le conseil a été mis en place en 2009*
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	0	4			
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	28	1	1	1	6	2	4	
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	45	0	0	100	30	29	36	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53	0,87	3,924	0,125	3	3	1	
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire CNADT	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 art. 3. modifiée Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 modifié	70	1	0,0	1	1	0	1	
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	0	0	0		6	4	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 85-790 du 26 juillet 1985 relatif au rôle et à la composition du conseil national de l'information géographique	35	0	50	50	2	2	2	
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	33	0	0	0	2	0	0	*Conseil réinstallé en 2009 (3 réunions prévues)*
Conseil National des Transports	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 art. 16 et 17. Décret n° 84-139 du 24 février 1984 modifié	193	395	498	800	10	10	8	*Le conseil s'est moins réuni en 2008 et 2009 dans la pespective de sa transformation en conseil intermodal, fusionné avec le CSSPF.*
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 du code de l'environnement (Ordonnance nº 2004-1199 du 12 novembre 2004) décret n° 2000-662 du 6 juillet 2000 relatif au Conseil national du bruit	72	50	50	76,5	18	17	18	*Evolution liée à l'organisation des Décibels d'or*
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du Conseil national du paysage NOR: ATEN0090424A	37	0	0	0	0	0	1	
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité NOR: DEVN0430046A	25	0	0	80	5	5	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Conseil scientifique du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 3)	10	0	0	0	8	8	8	
Conseil supérieur de la marine marchande	Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande	39	0	0	16	20	9	9	
Conseil Supérieur de la Météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie	125	0	0	20	1	1	1	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	41	47	47	47	20	20	20	
Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels maritimes et du bien-être des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	29	-	-	0,5	-	-	1	*Ce conseil a été créé et mis en place en 2008.*
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires	Décret n° 73-278 du 13 mars 1973 portant création d'un conseil supérieur de la sûreté nucléaire et d'une direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (articles 1 à 4)	0	0	0	0				*Suppression engagée*
Conseil supérieur de l'énergie	Article 45 de la loi du 8 avril 1946 modifié. Décret n° 2006-366 du 27 mars 2006	0	0	0	300	10		0	
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	Décret n° 53-953 du 30 septembre 1953 concernant l'organisation administrative et financière de l'établissement national des invalides de la marine	49	0	0	54,8	3			

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Conseil Supérieur de l'Infrastructure et de la Navigation Aérienne	Décret n° 48-1812 du 29 novembre 1948 portant organisation du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (modifié).	10	0	0	0	5	4	2	
Conseil supérieur des HLM	Articles L. 461-2 et R*.461-1, R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	8	3	2	
Conseil supérieur des installations classées	Articles D. 511-1 et suivants du code de l'environnement	36	20,888	18,277	23,499	8	7	9	
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	0	0	0			10	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement	9	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*
Groupe national de suivi des projets d'infrastructures majeurs et d'évaluation des actions engagées	Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 17)								
Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (Art. 23 à 27).	10	-	0	15	-		5	*Budget annuel de 150 000 €*
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Décret n° 92-1339 du 22 décembre 1992 portant création d'un Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées	14	237,5	217	265	10	10	10	
Haut Conseil des biotechnologies	Article L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au Haut Conseil des biotechnologies	40	-	-	0	-	-	0	*Créé par la loi n 2008-595 du 25 juin 2008*
Mission interministérielle de l'eau	Article R. 213-13 du code de l'environnement (anciennement décret n° 2005-636 du 30 mai 2005)	18	0	0	0	11	9	11	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
2. Écologie, énergie, développement durable et mer									
Observatoire de la diversification des activités d'Electricité de France et de Gaz de France destinées aux clients finals présents sur le territoire national	Loi n° 2000-108 du 10 février 2000 l'article 44 III. Décret n 2000-811 du 25 août 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'observatoire de la diversification des activités d'Electricité de France et de Gaz de France destinées aux clients finals présents sur le territoire national	0	0	0	0			0	*Suppression engagée*
Observatoire de l'énergie	Arrêté du 29 juin 1982 portant création de l'observatoire de l'énergie auprès du ministre chargé de l'énergie (JO du 01/07/82)	35	0	0	0				*Observatoire interne à l'administration*
Observatoire national interministériel de la sécurité routière et conseil d'orientation et d'évaluation	Décret n° 93-1221 du 8 novembre 1993 modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 modifié relatif au comité interministériel de la sécurité routière et portant création d'un observatoire national interministériel de la sécurité routière	8	0	0	0				
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer	Loi n° 2001-153 du 19 février 2001, Ordonnance nº 2004-330 du 15 avril 2004, articles L. 229-1 à L. 229-4 du code de l'environnement, décret n° 2002-328 du 8 mars 2002	0	0	0	0	2		0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
3. Justice et libertés									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-81, A. 123-7 et A. 123-34 du code de commerce	5	0	0	0	10	2	8	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement*
Comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Arrêté du 22 janvier 2008 relatif au comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice NOR: JUSG0801085A	35				n.a	n.a		
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0	0	2		*Aucun coût de fonctionnement*
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	1,3	2,8	3,2	6	8	6	*L'activité de cette commission connaît une augmentation régulière, du fait du développement du recours à l'analyse génétique dans le cadre des procédures pénales et de la croissance, en conséquence, des laboratoires. La participation et le secrétariat assurés par la direction des affaires criminelles et des grâces nécessitent la mobilisation de 0.5 ETPT.*
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61 63, 64 et 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée en dernier lieu par la loi n° 97-308 du 7 avril 1997. Décret n° 97-875 du 24 septembre 1997.	4	0	0	0	1	1	0	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement. Le secrétariat est assuré par un magistrat mais le temps de travail est très limité de sorte qu'il n'est pas possible de le transcrire en ETP.*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0	0	0	0		*Cette commission doit siéger en 2009 sur 22 dossiers dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire - Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province. La charge de travail peut correspondre à 0,10 ETPT.*
Commission chargée de proposer le montant et la répartition des indemnités prévues à l'article 12-9 du décret du 19 décembre 1945	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	5	0	0	0	0	0		*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
3. Justice et libertés									
Commission consultative sur les taux de prêts d'argent	Article L. 313-6 du code de la consommation Arrêté du 8 août 1967 modifié	0				3		0	*Suppression engagée*
Commission d'harmonisation du droit privé	Arrêté du 22 août 1985 portant création d'une commission d'harmonisation du droit privé	27							
Commission de localisation des offices de notaires	Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires	8	0	0	0	6	6	5	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province- La charge de travail peut correspondre à 0,30 ETPT.*
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 37	8	0	0	0	6	6	5	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province - La charge de travail peut correspondre à 0,50 ETPT*
Commission de présentation aux offices de notaires en Alsace-Moselle	Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire (article 118)	6	0	0	0	4	4	5	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province*
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	0	0	2	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province - Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province - Pas de chiffrage en ETP possible à défaut de réunions de cette commission dans les dernières années*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
3. Justice et libertés									
Commission de proposition de nominations aux fonctions d'huissiers de justice	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 27)	5	0	0	0	0	1	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province - Pas de chiffrage en ETP possible, temps de travail trop limité -*
Commission de proposition de nominations de commissaires-priseurs judiciaires aux offices créés	Décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs et aux conditions d'accès à cette profession (article 27)	4	0	0	0	0	0	0	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province - Pas de chiffrage en ETP possible à défaut de réunions de cette commission dans les dernières années*
Commission de proposition de nominations d'huissiers de justice aux offices créés	Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des offices publics et ministériels								
Commission de propositions de nominations d'un avoué dans un office vacant ou créé	Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le décret n° 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	0	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000, article 72. Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001	7	3,5	1,6	2,8	9	6	5	*Le coût de fonctionnement correspond au remboursement des frais de déplacement des membres de cette commission (réunions, visites sur sites…). Le secrétariat de cette commission assuré par la Direction des affaires criminelles et des grâces nécessite la mobilisation de 0,3 ETPT à l'administration centrale.*
Commission de surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Article 3 de la loi du 16 juillet 1949. Arrêté du 4 février 1950 (JO 14-02-1950 p. 1735). Décret n° 66-172 du 25 mars 1966 modifiant la loi du n° 49-956 16 juillet 1949	0	0	0	0	4	4	4	*La commission n'est pas dotée d'un budget propre. Cependant, la DPJJ affecte 1,8 ETPT au secrétariat général de cette commission. Le secrétariat général est exercé par un magistrat membre de la direction (0, 10 ETPT).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
3. Justice et libertés									
Commission des archives audiovisuelles de la justice	Loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 Décret n° 86-74 du 15 janvier 1986. Décret n° 87-197 du 25 mars 1987 Dispositions à venir : article L. 221-3 du code du patrimoine ?	0	0	0	0	0	0		*Aucun coût ni ETP*
Commission instituée par l'article 50 du décret du 14 août 1975	Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 50)	5	0	0	0	4	2	5	*Pas d'autres frais que les frais de déplacement des membres venant de province*
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 à L. 811-12 du code du commerce	12	0	0	0	5	5	6	
Commission nationale d'indemnisation des commissaires priseurs, huissiers et notaires	Loi no 2000-642 du 10 juillet 2000 (article 45). Décret n° 2001-652 du 19 juillet 2001	0						0	*Suppression engagée*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Article L. 812-2 du code du commerce. Article 34 du décret n° 85-1389 du 27 décembre 1985	12	0	0	0	7	7	8	
Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété NOR: JUSC8720620A	11	0	0	0	13	13	13	*Les fonctions de membre du comité sont bénévoles et ne donnent lieu à aucun défraiement.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique NOR: JUSC9820051A	8							
Conseil national de l'aide juridique	Article 65 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique. Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 (art. 133). Décret no 2000-344 du 19 avril 2000	26	0	0	0	2	5	2	*Aucun coût ni ETP*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
3. Justice et libertés									
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 17 juillet 2007 relatif au statut du Conseil national de l'action sociale NOR: JUSG0759368A	34	0	0	0	20	17	3	*Cet organisme paritaire tient des réunions plénières 4 fois par an. Ces réunions sont précédées trois semaines avant de la réunion de la commission permanente du CNASS qui prépare chaque réunion. - 0,5 ETPT*
Conseil National de l'Aide aux Victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	28	0	0	0	1	0	0	*Aucun coût ni aucun ETP*
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	0	0	0	0	0	0	
Conseil national du droit	Décret n° 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit	49	-	-	0	-	-	3	*Aucun coût de fonctionnement*
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret n° 94-1210 du 30 décembre 1994 portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18			0,713	1	1	2	*Le CSML se réunit deux fois par an depuis 2008. Le coût du CSML depuis 2006 peut être évalué à 713 euro (frais relatifs aux déplacements des membres venant de province).*
Observatoire des carrières de la justice	Arrêté du 21 août 2003 relatif à la création d'un observatoire des carrières de la justice. NOR: JUSA0300299A	26	0	0	0		1		*Aucun coût ni ETP*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
4. Affaires étrangères et européennes									
Assemblée des Français de l'étranger	Loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français à l'étranger. Décret n° 84-252 du 6 avril 1984 portant statut du Conseil supérieur des Français à l'étranger.	179	2272	3281	3500	4	4	4	*Les indemnités des membres de l'assemblée représentent 95% du budget de fonctionnement de l'AFE. L'augmentation de 45 % du coût de l'AFE entre 2006 et 2007 s'explique par le relèvement des indemnités en 2007. L'augmentation de 6% du coût de fonctionnement entre 2007 et 2008 s'explique par la nécessité de louer des espaces de réunion pour remplacer le centre de conférences internationales vendu par le MAEE*
Autorité centrale pour l'adoption internationale	Article L. 148-2 du code de l'action sociale et des familles Modifié par décret n° 2006-1128 du 8 septembre 2006 - art. 1 JORF 9 septembre 2006	0	0	0	4,5	2	3	3	
Comité des fonctionnaires internationaux	Décret n° 95-422 du 20 avril 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité des fonctionnaires internationaux	7	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger NOR: MAEC9510018A	28	0	0	0	1	1	1	
Commission coopération-développement	Arrêté du 21 février 2006 portant modification de la commission coopération-développement NOR: MAEG0640028A	20	0	0	0	13	22	10	
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	5	0	0	770	49	48	48	
Commission des archives diplomatiques	Décret n° 2004-1358 du 9 décembre 2004 fusionnant la commission des archives diplomatiques et la commission pour la publication des documents diplomatiques français	39	0	0	1	2	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
4. Affaires étrangères et européennes									
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	2	2	3	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D. 36 à D. 39 du code du domaine de l'Etat	8	0	0	0	11	11	11	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L. 1115-6 et R. 1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	25	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Loi n° 98-564 du 8 juillet 1998 Décret n° 99-358 du 10 mai 1999 instituant une Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel Pour l'avenir : articles R. 2343-1 et R. 2343-2 du code de la défense	32	123,6	113	49,8	6	5	4	*La diminution du budget de la CNEMA s'explique par la baisse des subventions du MAE et de Mindef elle même justifiée par les contraintes budgétaires globales et par le fait que, la France ayant peu à peu rempli ses obligations nationales au titre de la convention d'Ottawa, les activités de la CNEMA se sont progressivement concentrées sur le suivi de l'action internationale de la France.*
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	Articles D. 239-15 et suivants du code de l'éducation	64	524	583	518	30	30	30	*La diminution du budget en 2008 est due à une forte baisse des subventions des ministères. La contribution du MAEE est ainsi passée de 230 000 euros en 2007 à 150 000 euros en 2008. Cette baisse budgétaire s'est traduite par des licenciements de personnel.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des affaires étrangères	Arrêté du 20 mai 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères NOR: MAEC9900013A	70	0	0	0	7	6	11	
Conseil des affaires étrangères	Décret n° 2008-18 du 3 janvier 2008 portant création du conseil des affaires étrangères	0	-	-	0	-	-		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Autorité de la statistique publique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique	9	-	-	0	-	-		*Créée en 2008 (loi LME du 4 août 2008)*
Autorité des normes comptables	Ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables	16	2,5	2,6	2,9	340	328	297	*La Haute Autorité des Normes Comptables a été substituée, par l'ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009 au Conseil national de la Comptabilité et au comité de la réglementation comptable. Recrutement dans le cadre de la création de cette instance.*
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière	Article L. 614-2 du code des marchés financiers et article L. 411-2 du code des assurances Décret n° 2004-850 du 23 août 2004 (reproduit dans R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	15	0	0	0	11	10	12	*coût nul : secrétariat assuré par la Banque de France*
Comité consultatif du secteur financier	Article L. 614-1 du code monétaire et financier (reproduit à l'article L. 411-1 du code des assurances). Décret n° 2004-850 du 23 août 2004 (reproduit dans R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	60	110,3	128,2	199,3	29	29	32	*La hausse du coût de fonctionnement entre 2007 et 2008 résulte principalement de l'augmentation de la rémunération du président, du doublement des frais d'études et de recherche dépensés dans le cadre du fonctionnement du comité et d'un accroissement du remboursement des frais de déplacement engagés par les membres du comité en raison de la tenue d'un colloque à Nice*
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics	6	22	19	11,9	13	10	8	*L'activité plus faible, cette année, en volume d'affaires, a engendré une diminution parallèle des coûts de fonctionnement*
Comité de direction de l'Etat actionnaire	Décret n° 2004-963 du 9 septembre 2004 portant création du service à compétence nationale Agence des participations de l'Etat	0	0	0	0			0	*Suppression engagée*
Comité de liaison des comités de bassin d'emploi	Décret n° 2002-790 du 3 mai 2002 relatif aux comités de bassin d'emploi et au comité de liaison des comités de bassin d'emploi	27	0	0	0	23	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Comité de mobilisation industrielle	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense	var.				0	0	0	*Ne fonctionne pas en temps de paix*
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique (reproduits dans le code des assurances, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale) Loi relative aux droits des malades du 4 mars 2002	23		0	0		4	4	
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale (articles 5 à 7)	0	0	0	0	2	0	1	*Le comité a été en outre, pour 2008, consulté 2 fois par écrit*
Comité des entreprises d'assurances	Articles L. 413-1 à L. 413-6 et R. 413-1 à R. 413-4 du code des assurances	12	0	0	0	6	6	6	
Comité des investissements à caractère économique et social	Décret n° 96-1022 du 27 novembre 1996 portant création du comité des investissements à caractère économique et social	9	0	0	0	0	0	0	*Le renouvellement de l'agrément au régime du bénéfice consolidé est accordé pour une période de 3 ans et les réunions incluent généralement l'examen de plusieurs demandes.* *2 réunions se sont tenues au premier semestre 2009.*
Comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	Décret n° 2007-905 du 15 mai 2007 portant création du comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	10	-	0	0	-	2	2	
Comité d'orientation de l'informatique du SCN service informatique	Arrêté du 29 avril 2002 relatif à l'organisation du service de l'informatique de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et portant désignation d'un ordonnateur secondaire (article 5) NOR: ECOP0200316A	0	0	0	0	2		0	*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Article 460 du code des douanes. Article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 modifié par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 (art. 3).	0				56	68	0	
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 3 et 20 à 22) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation du comité du label NOR: ECES0913237A	10	-	-	-	-	-	-	*Composante du Conseil national de l'information statistique*
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 14 à 18)	0	0	0	0	3	3	0	
Comité pour l'histoire économique et financière	Arrêté du 4 décembre 1992 portant création d'un comité pour l'histoire économique et financière auprès du ministre chargé de l'économie, des finances et du budget NOR: ECOP9200742A	25	0	0	0	1	1	1	
Comités consultatifs placés auprès des ministres responsables d'une grande catégorie de ressources	Articles R.* 1141-4 et R. 1331-1 du code de la défense	var.							
Commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles	Arrêté du 11 avril 2005 portant création d'une commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles NOR: ECOS0520005A	4	0	0	0		0		
Commission consultative des communications électroniques	Articles L. 33-4, D. 99-4 et D. 99-5 du code des postes et communications électroniques	24	-	-	-	-	-	-	*Cette commission résulte de la fusion de la commission consultative des réseaux et services de communications électroniques et de la commission consultative des radiocommunications par la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission consultative relative à la réception des betteraves dans les sucreries et distilleries	Arrêté du 24 février 2006 relatif à la réception des betteraves dans les sucreries et les distilleries (article 17) NOR: ECOC0500165A	17	0	0	0	n.a	1		
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivant(s) du code de commerce)	39	13,772	10,284	9,42	3	11	12	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	24247,3	153,7	126,5	12	11	12	*Restitution en 2007 d'une partie (100 000 euros) d'une dotation de sous-traitance pour audit sécurité des systèmes d'information*
Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom (article 29-5) Décret n° 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	0	0	0	0			18	
Commission de coordination des centres de formalités des entreprises	Article R. 123-28 du code de commerce Arrêté du 1 octobre 2007 relatif à la commission de coordination des centres de formalités des entreprises. NOR: PRMX0760526A	8	0	0	0	n.a	1	7	*Se réunit au moins une fois par an*
Commission des annales des mines	Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'organisation du Conseil général des mines NOR: ECOP0750402A	8	0	0		1	1	1	
Commission des clauses abusives	Loi n° 78-23 du 10 janvier 1978 (article L.132.2 à L132-5 et R132-3 à R132-6 du code de la consommation).	25	0	0	0	15	15	13	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 Décret n° 77-297 du 27 mars 1997	40	0	0	0	2	2	0	*1 cadre A à 20 %*
Commission des comptes des services	Décret n° 87-989 du 9 décembre 1987 portant création d'une commission des comptes des services Arrêté du 5 décembre 2006	49	0	0	0	2	2	2	*1 cadre A, 5 jours par an*
Commission des comptes du tourisme	Articles D. 122-25 et suivants du code du tourisme	32	0	0	0	1	1		
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n°49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier (article 15) Décret n°49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10				100	100	100	
Commission des marchés publics de l'Etat	Décret n° 2007-61 du 16 janvier 2007 relatif à la commission des marchés publics de l'Etat Article 129 du code des marchés publics	12	0	0	0	61	50	38	*Nombre de réunions variable selon les dossiers examinés*
Commission des titres restaurants	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail	21	382	393	418	10	15	23	*Les dépenses de personnel représentent environ 72 % des montants indiqués*
Commission d'orientation du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce	43	-	-	-	-	-	-	*La commission s'est réunie pour la première fois le 29 mai 2009. Quatre sous-commissions ont été créées et se réuniront de septembre à décembre 2009 à raison d'une réunion par mois. Coût de fonctionnement : 2 cadres et 1 secrétaire (20 % de leur temps)*
Commission économique de la Nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	4	3,2	2,4	5	4	3	*Inclut le fonctionnement des groupes techniques de la CEN*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission interministérielle d'agrément	Décret n° 96-1123 du 20 décembre 1996 relatif à l'agrément prévu par le règlement (CEE) n° 3665/87 du 27 novembre 1987 portant modalités d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2955/94 du 5 décembre 1994	4		0	0		0	0	
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP)	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social (article 6) Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953. NOR: ECOP0500103A	5 à 8	0	0	0	82	89	96	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12		0	0		9	9	*Pas de coût spécifique*
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R. 1334-2 du code de la défense Arrêté du 2 mars 1994 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique NOR: PRMX9400098A	5	0	0	0	n.a	4		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret n° 2004-212 du 10 mars 2004 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France.	16	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale d'agrément délivré à des organismes de tourisme social et familial	Articles R. 412-3 et suivants du code du tourisme	16	0	0	0	1	2	1	
Commission nationale de concertation des professions libérales	Décret n° 2003-15 du 3 janvier 2003 portant création de la Commission nationale de concertation des professions libérales	46	0	0	0	3	2	1	*Quatre membres du bureau des professions libérales et services sont concernés par cette instance : 2 cadres A à hauteur de 15 % de leur activité, le chef du bureau et son adjointe à hauteur de 30 % de leur activité*
Commission nationale de la certification professionnelle	Article L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	0				6	5	4	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant " Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant ". NOR: PMEA0620042A	22	0	0	0	0	10	8	
Commission nationale des guides-interprètes et conférenciers	Articles R. 221-4 et D. 221-5 à D. 221-10 du code du tourisme	32	0	0	0	2	6	3	
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 23) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales NOR: ECES0913239A	0	-	-	-	-	-		*Créée en 2009. Composante du Conseil national de l'information statistique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 24) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population NOR: ECES0913236A		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2009*
Commission nationale du commerce équitable	Loi n° 2005-882 (art. 60) et Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007	23	0	0	0	0	0	0	*La commission ne s'est effectivement pas réunie entre 2006 et 2008, mais il faut la maintenir : les secrétaires d'Etat en charge de l'écologie et en charge du commerce se sont engagés le 6 mai 2009, lors de leur intervention respective à l'Assemblée Nationale à l'occasion de la Conférence sur le Commerce Equitable organisée par Christian JACOB, à réunir la CNCE dans le courant du mois de novembre 2009.* *En amont de cette réunion, un groupe de travail sous la présidence de M. Couture président de la CNCE (lettre de mission établie sous la signature des deux ministres) a été constitué pour établir un référentiel qui conduira les organismes certificateurs à labelliser les acteurs du commerce équitable.* *Installé au mois de juin, les travaux se terminent le 8 octobre 2009. Ce groupe de travail réunit les organisations professionnelles du commerce équitable, (Max Havellaar, les artisans du Monde et la plate-forme du commerce équitable), le COFRAQ et trois organismes certificateurs.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission paritaire nationale dite "CPN 52"	Loi n° 52-1311 du 2/12/1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres de métiers	13	0	0	0	3	0	2	
Commission permanente de concertation pour les services	Décret n° 2009-1048 du 27 août 2009 relatif à la création d'une commission permanente de concertation pour les services		-	-	-	-	-	-	*Créée par décret du 27/08/09*
Commission permanente de concertation pour l'industrie	Décret n° 96-568 du 25 juin 1996 relatif à la commission permanente de concertation pour l'industrie	37	0	0	0	1	1	1	
Commission permanente des affaires économiques de la défense	Article R.* 1142-13 du code de la défense					0	0	0	*Se réunit en cas de crise majeure*
Commission professionnelle consultative (formation professionnelle)	Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi NOR: MESF0010182A	100	2000	2000	2000	72	82	56	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux NOR: ECOI9700426A	27	0	0	0	3	7	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile NOR: ECOI9800882A	30	0	0	0	4	1	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques NOR: ECOI9700424A	33	16,8	17,25	17,62	4	4	4	*Ces montants sont fondés sur le prix de journée des prestations AFNOR sachant que 15 jours par an sont alloués pour exécuter le programme de travail de cette commission. Ce prix est ajusté chaque année*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire NOR: INDI9700311A	35	0	0	0	2	2	2	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales	Arrêté du 28 février 2006 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales NOR: INDI0606958A	43	0	0	0	4	5	3	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières NOR: ECOI9800040A	0	0	0	0	4	4	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière NOR: ECOZ97000001A	25	0	0	0	4	4	4	
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Loi du 2 juillet 1990. Article L125 et D 570 à D 593 du code des postes et des communications électroniques	14	0	0	0	12	9	12	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (articles 48 et 49-5) ; Arrêté du 8 mars 2002 -	57	0	0	0	16	16	16	*4 fois 4 commissions par an*
Conseil d'orientation du pôle ministériel de lutte contre les circuits financiers clandestins	Articles R. 562-3 2 et R. 562-5 du code monétaire et financier	5	-	0	0	-	3	3	*Créé en 2007* *Le conseil ne dispose pas de budget de fonctionnement propre*
Conseil national de l'emploi (ex Comité supérieur de l'emploi)	Articles L. 5112-1, R. 5111-5 et R. 5112-2 et suivants du code du travail	0	0	0	3	5	8	6	
Conseil national de la consommation	Articles D. 511-1 et suivants du code de la consommation	93	0	0	0	82	50	59	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Conseil national de la création d'entreprises	Arrêté du 16 mai 1997 portant création du Conseil national de la création d'entreprises	30	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie	Articles L. 6123-1, L. 6123-2 et D. 6123-1 et suivants du code du travail	62	110	100	95	6	4	5	
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale NOR: ECOP0200012A	15				3	3	3	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 1er à 13)	44		130	173	68	65	74	*L'année 2008 a été marquée par la préparation du moyen terme du Cnis 2009-2013*
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi du 3 janvier 1991 Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	43	0	0	0	2	2		
Conseil national des missions locales	Articles R. 5314-1 et suivants du code du travail	61	0	0	0	2	2	2	
Conseil national du tourisme	Articles D. 122-5 et suivants du code du tourisme	200	0	0	57	24	63	52	
Conseil pour la diffusion de la culture économique	Arrêté du 14 octobre 2008 relatif au conseil pour la diffusion de la culture économique NOR: ECEZ0824081A	15	-	-		-	-		*Créé en 2008*
Conseil stratégique du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret n° 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce	16	-	-	-	-	-	-	*Le conseil s'est réuni pour la première fois le 29 mai 2009. Coût de fonctionnement : 2 cadres et 1 secrétaire (10 % de leur temps)*
Conseil supérieur de la coopération	Décret n° 76-356 du 20 avril 1976 relatif au Conseil supérieur de la coopération modifié par le décret n° 97-228 du 11 mars 1997.	0	0	0	0	13	13	13	*1 plénière et 12 réunions du bureau par an*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
5. Économie, industrie et emploi									
Conseil Supérieur de la Propriété Industrielle	Article R. 413-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	21	0	0	0	4	4	6	
Conseil supérieur du reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	Articles L. 5214-5 et R. 5214-2 et suivants du code du travail	0	0	0	0			0	*Suppression engagée*
Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	20						1	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation		-	-	-	-	-	-	*Créé par décret du 16/06/09*
Groupe interministériel des produits chimiques	Décret n° 81-278 du 25 mars 1981 portant création d'un groupe interministériel des produits chimiques modifié par le décret n° 2006-1523 du 4 décembre 2006 concernant les bonnes pratiques de laboratoire	8	0	0	0	5	4	6	
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics. Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	0	0	0	0	5 à 6	5 à 6	5 à 6	*Groupes de travail à effectif variable*
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	-	-	-	-	-	-	*L'observatoire a été créé par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et son décret d'application n° 2008-1263 du 4 décembre 2008. Il se réunira pour la première fois en 2009.*
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 et 131 du code des marchés publics.	0	0	0	0	3	5	3	*Effectif variable (rassemble les professionnels)*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
6. Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales									
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants ainsi que R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.	86	483,578	533,515	593,449	6	4	4	*Les frais de personnel ont fortement évolué en raison de la réévaluation de leur rémunération et la création de deux postes supplémentaires de contractuels affectés à la CCEN en 2008. Budget du CFL 2008 (m. d'€):* *Frais de personnel :* *533, 44414* *Autres frais de fonctionnement :* *60, 00521* *Soit un total de :* *593, 44935*
Comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie	Article R. 121-6 du code de la construction et de l'habitation Arrêté du 22 décembre 1949 portant création d'un comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie (toujours en vigueur, modifié en 2008)	13	0	0	0	4	5	5	
Comité pour la mémoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2004-11 du 5 janvier 2004 relatif au comité institué par la loi n° 83-550 du 30 juin 1983	12	43	43	43	4	4	4	
Commission centrale et commissions locales de sécurité	Article R.* 123-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation	45	0	0	0,18	11	11	11	*Achat de bouteilles d'eau pour les membres de la commission*
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	8	8,2	8,5	2	2	2	*Suit l'augmentation de la masse salariale et du coût des transports*
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	Décret n° 2009-334 du 26 mars 2009 portant création d'une commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	12	0	0	0	7	7	8	*Cette commission s'est substituée, au 9 juin 2009 à la commission supérieure des jeux*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
6. Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales									
Commission consultative d'évaluation des normes	Articles L. 1211-4-2 et R. 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22			0,130			6	*La CCEN a été créée en 2008*
Commission consultative des polices municipales	Articles L. 2212-7 et L. 2212-8 et R. 2212-3 et suivants du code général des collectivités territoriales Article L. 412-52 du code des communes	24	7,06	7,49	4,84	2	1	0	
Commission consultative pour l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et L.1614-3 et suivants et R. 1211-19 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	2,177	7,319	2,595	9	5	3	
Commission consultative prévue au deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts	Deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts dans sa rédaction issue de l'article 31 de la loi de programme pour l'outre-mer n° 2003-660 du 21 juillet 2003 Articles 46 quaterdecies V et 46 quaterdecies W de l'annexe III au code général des impôts	8	0	0	0	5	7	4	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Article L. 382-15 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	2				19	13	10	
Commission d'assimilation des diplômes européens	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique (a abrogé, par son article 24, le décret n° 94-743 du 30 août 1994, précédemment applicable à la fonction publique territoriale)	7	0	0	0	4	5	5	*2007 : réunions de la commission d'assimilation: 3; commission d'équivalence: 2*
Commission de l'information et de la sécurité du conseil supérieur des sports de montagne	Articles A. 42-15 et suivants du code du sport	57	0	0	0	2	2	2	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté du 15 août 1948	8				1	1		

6. Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
Commission des équipements de sécurité civile	Arrêté du 22 mai 1996 (J. O. du 13 juin 1996) modifié par l'arrêté du 18 juillet 2000 (J. O. du 24 août 2000)	18	0	0	5	6	6	6	
Commission des matériels de sécurité civile	Arrêté du 27 avril 1995 (J. O. du 7 mai 1995) modifié par l'arrêté du 18 juillet 2000 (J. O. du 24 août 2000)	18	0	0	0	6	6	2	
Commission interministérielle relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle	Circulaire n° 84-90 du 27 mars 1984, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles - Circulaire n° 111C du 19 mai 1998, relative à la constitution des dossiers catastrophes naturelles	10	0	0	0	11	11	12	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8 membres titulaires et 8 suppléants	0	0	0	6	4	6	
Commission nationale de conciliation (transfert de compétences)	Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 104 (IV) Décret n° 2007-1553 du 31 octobre 2007 relatif à la Commission nationale de conciliation	12	0	0	0	3	1	2	
Commission nationale de la vidéosurveillance	Décret n° 2007-916 du 15 mai 2007 portant création de la Commission nationale de la vidéosurveillance	20	-	0	0	-	1	2	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	LOI n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer		-	-	-	-	-	-	
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	6	0	0	0	5	4	5	
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 44)	35	0,51	1	1,99	3	5	1	*Rémunération d'une sténotypiste*
Conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge	Articles L. 4436-1 et suivants et D. 4436-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	0	6	0	0	-		0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
6. Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales									
Conseil de l'équipement et de la logistique	Décret n° 96-828 du 19 septembre 1996 relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la police nationale et la gendarmerie nationale	6 pour la DGPN + 6 pour la DGGN	0	0	0	2	0	1	*Le fonctionnement du conseil de l'équipement et de la logistique ne génère aucune dépense.*
Conseil national de la formation des élus locaux	Décret n° 92-1206 du 18 novembre 1992. Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	2907,82	2937,06	5865,84	5	6	5	*Evolution du coût des déplacements car depuis 2007 des élus ou personnalités qualifiées provinciaux participent davantage aux réunions.*
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 et R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	0	5001,49	586,84	1355,95	2	1	0	
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, articles 8 et suivants. Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	68244,69	55793,83	66089,83	34	45	44	*Coûts maitrisés au regard du nombre croissant de réunions du Conseil supérieur justifié par l'augmentation de textes présentés à l'ordre du jour.*
Conseil supérieur de la police technique et scientifique	Décret n° 92-294 du 25 mars 1992 portant création d'un Conseil supérieur de la police technique et scientifique	12	0	0	0	0	0	0	*Le CSPTS n'a pas de budget propre. Les frais sont à la charge des participants aux réunions.*
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	0	0	0	0	1	1	0	
Observatoire national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers	Arrêté du 4 janvier 2006 relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires. NOR: INTE0600044A	20	0,60	0,60	0,60	1	1	1	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	2,46	6,24	4,01	37	43	44	
Observatoire national du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	Décret n° 96-772 du 4 septembre 1996 portant création de l'Observatoire national et des observatoires départementaux du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	24	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds NOR: ASEA8701226A	16	0	0	0	1	0	0	*Pas de réunion périodique. Ce comité ne se réunit que lorsque les dossiers le nécessitent.*
Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active	Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (article 32) Décret n° 2009-1112 du 11 septembre 2009 relatif à la composition du comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active								
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	9	7	11	15	*De manière générale, le CDSEI n'entraîne pas de dépenses pour le ministère, les déplacements des membres ne nécessitant pas de prise en charge. Toutefois, en 2008, année de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, lors de réunions du CDSEI présidées par le ministre, il a été nécessaire de faire appel à un prestataire pour équiper et sonoriser la salle de réunion.*
Comité national de la coordination gérontologique	Articles L. 113-2 et D. 113-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles. Loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001. Article 2-VI.Décret n° 2001-1086 du 20 novembre 2001.								*Suppression engagée*
Comité national de vigilance et de lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapés	Articles D. 116-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	47	0	0	0	10	16		*Ce comité a vu ses compétences étendues aux adultes handicapées par le décret n° 2007-330 du 12 mars 2007*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	64		31	24	30	46	34	*Les frais de fonctionnement correspondent aux frais de commissions et sont fonction du nombre de réunions organisées. La dématérialisation des échanges au sein du comité et la consultation des membres par voie électronique ont fait diminuer le nombre de réunions et ipso facto la dépense. NB : pour 2006, la fin de mandature est intervenue en juin et le renouvellement des membres fin novembre.*
Comité national du parrainage	Arrêté du 26 mai 2003 portant création d'un Comité national du parrainage. NOR: FAMA0321920A	14	0	0	0	4	5	5	*Cette instance ne génère pas de coût de fonctionnement.*
Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale	Article R. 3142-2 du code du travail	13	0	0	0	1	1	1	
Commission interprofessionnelle consultative	Articles R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 16 février 2000 relatif aux commissions professionnelles consultatives du ministère de l'emploi et de la solidarité pris en application des dispositions du décret n° 72-607 du 4 juillet 1972 relatif aux commissions professionnelles consultatives NOR: MESF0010182A Modifié par arrêté du 26 octobre 2004 (NOR: SOCF0412063A)	26							
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage	40	0	0	0	15	1	1	*La DGAS ne dispose pas d'une évaluation financière des crédits imputés sur le programme 124 pour la rémunération du secrétaire général du CNDV également chargé de mission à la DGAS et l'occupation d'un bureau d'environ 14m2 à la DGAS*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Commission nationale contre les violences envers les femmes	Décret n° 2001-1240 du 21 décembre 2001 portant création d'une Commission nationale contre les violences envers les femmes	23	0	0	0	2	1	2	*Pas de frais directs identifiés mais implique des frais de fonctionnement et de personnel*
Commission nationale d'agrément	Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément NOR: EMPF9700002A	6	0	0	0	1	1	1	*Pas de frais directs identifiés mais implique des frais de fonctionnement et de personnel*
Commission nationale d'agrément des conventions collectives (établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif)	Article L. 314-6 code de l'action sociale et des familles. Article R314-197 à Article R314-200 code de l'action sociale et des familles	14						0	
Commission nationale de conciliation	Article L. 2522-1 du code du travail	0	0	0	0	0	0	0	*Ces commissions sont un élément important du dispositif de résolution des conflits à côté du dispositif de médiation également prévu par le code du travail : elles n'ont en principe vocation qu'à intervenir en cas d'échec des négociations entre les partenaires sociaux, ce qui explique qu'elles soient peu sollicitées. Mais elles constituent un instrument juridique permettant à l'Etat d'intervenir, s'il le juge souhaitable, dans un conflit collectif et un outil précieux pour dénouer des situations conflictuelles lourdes : les utilisations qui en sont faites au niveau régional, bien que peu fréquentes, se sont souvent avérées déterminantes.*
Commission Nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret n° 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	9	0	0	0	18	12	2	*Pas de budget spécifique*
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1 et suivants, R. 2272-10 et suivants du code du travail	40	0	0	0	10	10	11	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français NOR: TASA9620766A	18	0	0	0	1	1	1	*Les frais de fonctionnement de cette commission sont intégrés au budget de l'Institut national des jeunes aveugles.*
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale NOR: SOCA0222958A	40	1,6	0,753	1,09	3	3	3	*Le coût de fonctionnement varie selon le nombre de demandes de remboursement, le mode de transport utilisé (avion ou train), la prise en compte ou non des frais d'hébergement et éventuellement des réunions des groupes de travail mandatés par la CPC.*
Conférence nationale du handicap	Article L. 114-2-1 du code de l'action sociale et des familles	0	0	0	0,5	1			*La conférence nationale du handicap se réunit tous les 3 ans. Elle s'est réunie pour la première fois en juin 2008.*
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Article L. 3346-1 du code du travail (créé par la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 sur les revenus du travail)	0	-	-	-	-	-	-	*Créé par la loi du 3 décembre 2008 sur les revenus du travail*
Conseil d'orientation des conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	50			45,871			0	*Depuis le décret n° 2008-1817 du 25/11/08, le Conseil d'orientation sur les conditions de travail a remplacé le Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels. Il a été installé au cours de l'année 2009.*
Conseil national consultatif de la médiation familiale	Arrêté du 8 octobre 2001 portant création du Conseil national consultatif de la médiation familiale NOR: MESA0123531A	17	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002). Arrêté du 30 novembre 2002 (NOR: SANA0223787A)	76	23,8	20,7	32,5	20	15	12	
Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie (Intègre l'ancien Conseil national de la formation professionnelle, promotion sociale et emploi et sa commission permanente)	Articles L. 6123-1 et D. 6123-1 et suivants du code du travail	59	0	0	0			0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1 à R. 143-4 et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	54	0	1,39	1,563	11	15	18	*Le coût indiqué représente l'évaluation des frais de déplacement pour 2007 et 2008.*
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55	0	0	0	4			
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	14				6	5	0	
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	28				5	5	0	
Conseil supérieur de l'économie sociale	Décret n° 2006-151 du 13 février 2006 instituant une délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale	67							
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	0	3	2	2	
Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale	Articles L. 2312-1 à L 2312-5 et Article R2312-1à R2312-7 code de la santé publique.	51							*Pas de frais directs identifiés. Quelques frais (photocopies, téléphone, déplacements) inclus dans le budget du service chargé des droits des femmes et pour l'égalité (SDFE) qui organise les réunions*
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 et suivants et R. 411-1 et suivants du code de la mutualité								
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 14311 et suivants du code du travail	41	11	9	8	3	3	3	
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 27 avril 2007 portant nomination des membres du Conseil supérieur du travail social	69	10,954	1,281	9,671	5	1	4	*Les coûts varient selon le nombre de réunions de l'assemblée plénière et des groupes de travail (respectivement, 13, 2 et 32 ces trois dernières années), le nombre de demandes de remboursement et le mode de transport. La 5ème mandature s'est terminée en décembre 2006, la 6ème a commencé en décembre 2007, ce qui explique la faible activité du CSTS en 2007.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	24	19,961	19,937	20,454	24	24	24	*La très légère hausse sur 3 ans résulte de l'augmentation des tarifs SNCF principalement. Ce conseil, dans la nouvelle organisation, fonctionnera transversalement avec d'autres commissions. Ses travaux seront plus ciblés et donc moins nombreux. Les frais pour 2010 en seront réduits.*
Haut conseil de la famille	Article D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	52	-	-	-	-	-	-	*Le HCF, créé par le décret n° 2008-1112 du 30/10/08, a été mis en place le 5 juin 2009.*
Haut conseil des rapatriés	Décret n° 2002-1479 du 20 décembre 2002 portant création du Haut Conseil des rapatriés	40	0	0	0	2	2	2	*pas de coût spécifique*
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11, R.* 2122-1 et suivants du code du travail	16	-	-	-	-	-	-	*Installé au cours de l'année 2009*
Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	Décret n° 95-1114 du 18 octobre 1995 portant création d'un Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	33	0	0	0	14	11	13	*L'observatoire dispose d'un secrétariat général installé dans les locaux du Premier ministre et constitué de deux agents de catégorie A. Les dépenses correspondantes sont imputées sur le programme 124 « conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ». Les moyens de fonctionnement matériels de l'observatoire sont assurés par le budget du Premier ministre avec un remboursement du ministère chargé des affaires sociales conformément à une convention entre les deux administrations.*
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	-	9	23	-	9	27	*Installé en avril 2007*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
7. Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville									
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Article L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	24	297,481	339,397	577,548	15	15	15	*L'ONPES a été mis en place par la loi N° 98-657 du 29 juillet 1998. Il a pour mission, en lien étroit avec le Conseil national de lutte contre les exclusions, de rassembler produire et diffuser de l'information sur les phénomènes de pauvreté et d'exclusion. Pour ce faire, il finance des travaux d'études de recherche et d'évaluation. Il élabore et remet annuellement un rapport au Premier Ministre et au Parlement. L'évolution de son budget annuel dépend étroitement du nombre et coût des études engagées.*
Observatoire national des zones urbaines sensibles	Loi n° 2003-710 du 1 août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine Décret n° 2004-1135 du 22 octobre 2004 relatif à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles	40	0	0	0	4		0	*Pas de coût spécifique : le secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV) est chargé d'assurer, sur ses moyens propres, le secrétariat permanent de l'Observatoire.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Comité consultatif pour la mise en oeuvre de la politique d'encadrement des jeux et du jeu responsable	Décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et de l'article 48 de la loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 (article 19) Décret n° 85-390 du 1 avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (article 19) - Arrêté du 22 février 2006 pris en application du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et par l'article 48 de la loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 et du décret n° 85-390 du 1er avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (NOR: BUDB0610015A)	7	0	0	0	7	7	7	
Comité consultatif pour la répression des abus de droit	Article L. 64 du livre des procédures fiscales Article 1653 C du CGI.	14				6	6	7	
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat		-	-	-	-	-	-	*Créé par décret du 26/08/09*
Comité de programmation et de pilotage de la formation interministérielle	Décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat		-			-	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Comité des achats	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 6)		-	-	-	-	-	-	*Créé par décret du 17/03/09*
Comité directeur de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye "	27	-			-		6	
Comité d'orientation stratégique de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat	Décret n° 2005-122 du 11 février 2005 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat " Arrêté du 6 octobre 2005 portant nomination au comité d'orientation stratégique des systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat (NOR: ECOZ0500078A)	18	0	0	0	4	6	7	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (commun avec la DGDDI)	Articles 460 et suivants du code des douanes	24	32	34	36	55	58	62	*Les coûts indiqués représentent les indemnités allouées aux membres et rapporteur du CCFDC qui ont participé aux séances*
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 19 juin 1970 modifié instituant un comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat	22	0	0	45	32	25	5	
Comité national de lutte contre la fraude (dit également comité national de lutte contre le travail illégal)	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une Délégation Nationale	15	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2008*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Comité référentiel général d'interopérabilité	Décret n° 2007-284 du 2 mars 2007 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation, de modification et de publication du référentiel général d'interopérabilité	24	-	0	0	-	1	0	*Suppression engagée*
Comité stratégique de l'Opérateur national de paye	Décret n° 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye " (art. 5)	30	-	0	0	-	0	3	
Comité technique de l'observatoire de l'emploi public	Décret n° 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public (articles 4 et 5)	0	0	0	0				*Suppression engagée*
Commission centrale permanente compétente pour statuer sur les appels dirigés soit par le maire ... ou l'administration des impôts contre les tarifs des évaluations foncières..., soit par des propriétaires contre les tarifs …	Article 1652 bis du code génral des impôts	9	0	0	0	0	0	0	*Cette commission n'est appelée à se réunir que si des appels sont présentés*
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (article 8) Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat								
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux	Décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre (articles 6 et 30) - Arrêté du 11 décembre 1985	7	0	0	0	1	1	1	*Le coût est porté à zéro dans la mesure où la préparation et la tenue de la réunion annuelle sont prises en charge par un bureau de la DGFiP dans le cadre normal de ses missions.*
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Titre XIII du code des douanes (articles 441 à 450).	4	0	0	0	40	46	31	
Commission de réforme	Article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite								*Chaque département ministériel (Etat) et chaque fonction publique dispose de nombreuses commissions de réforme régulièrement réunies.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Commission d'équivalence (accueil en détachement) au sein des fonctions publiques territoriale et hospitalière)	Décret n° 2003-672 du 22 juillet 2003 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France dans la fonction publique territoriale et modifiant le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadre, de disponibilité, de congé parental et de présence parentale des fonctionnaires territoriaux (article 5) - FPH : Décret n° 2004-449 du 24 mai 2004 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France dans la fonction publique hospitalière et modifiant le décret n° 88-976 du 13 octobre 1988 modifié relatif à certaines positions des fonctionnaires hospitaliers (article 5)	0	0	0	0	8	10	6	*Cette commission s'est vu confier de nouvelles missions suite de la loi mobilité et parcours professionnels.* *Toutefois, son mode de fonctionnement sera modifié puisque sa saisine devient facultative et non plus obligatoire.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Commission d'équivalence pour le classement des ressortissants communautaires	Décret n° 2002-759 du 2 mai 2002 relatif à l'accueil en détachement de fonctionnaires d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France dans la fonction publique de l'Etat et modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions	3	0	0	41	6	10	8	*La commission fonctionne pour les 3 fonctions publiques*
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique		0	0	0	160	70	50	*Remplace les commissions d'assimilation des trois fonctions publiques. Le nombre de réunions concerne les réunions tenues dans les ministères. Leur décroissance résulte du fait que, depuis la réforme de 2007, la commission n'est compétente que dans le cas des concours pour lesquels un diplôme spécifique est exigé.*
Commission interministérielle d'examen des candidatures des fonctionnaires internationaux	Décret n° 85-1271 du 27 novembre 1985 portant application des articles 19 et 26 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 2)	5	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires (et commissions départementales)	Article 1651 H du CGI (article 1651 pour les commissions départementales) Articles L. 59 et L. 59 A du livre des procédures fiscales	8	-	-		-	-	0	*Cette commission s'est réunie pour la première fois en mai 2009*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret n° 99-691 du 30 juillet 1999 portant création d'une commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	24	0	0	0	3	3	3	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure prénale	9	0	0	0	1	1	1	
Commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat	Arrêté du 20 octobre 2005 portant création d'une commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat NOR: BUDL0500214A	3	0	0	0	20	2		
Commission relative à la dérogation aux règles d'accès au corps des attachés d'administration centrale	Décret n° 95-888 du 7 août 1995 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux attachés d'administration centrale (article 7)	0	0	0	0				*Suppression engagée*
Commission relative à la procédure de dation de blocs de titres de sociétés cotées destinés à financer un projet de recherche	Article 384 A quater de l'annexe II au code général des impôts					0	0	0	*Suppression engagée*
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'Etat	Article 384 A ter de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 30 novembre 2007	4	0	0	0	0	0	1	*Suppression engagée*
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 3 septembre 1998	5	0	0	0	1	0	0	*Suppression engagée*
Commission relative aux procédures de donation et dation d'œuvres d'art à l'Etat	Article 310 G (II) de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 6 avril 1982	5	0	0	0	4	2	4	
Commissions administratives de reclassement	Ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 (article 17) - Loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des évènements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale	12	174	179	125	12	10	11	*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'Etat	15	-	0	0	-	6	9	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136) Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics NOR: BCFZ0908780A		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*
Conseil des études de l'école nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif au conseil des études de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500138A	40	0	0	0	1	1	1	
Conseil d'orientation de la simplification administrative	Loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit Décret n° 2003-1099 du 20 novembre 2003 portant création d'un conseil d'orientation de la simplification administrative.	0	0	0	0	10		0	*Suppression engagée*
Conseil d'orientation des finances publiques	Décret n° 2006-515 du 5 mai 2006 relatif à la conférence nationale des finances publiques et portant création du Conseil d'orientation des finances publiques (articles 2 à 10)	34	0	0	0	2	1	1	
Conseil d'orientation du Service des achats de l'Etat	Décret n° 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 5)		-	-	-	-	-	-	*Créé par décret du 17/03/09*
Conseil national de l'informatique (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création de deux services à compétence nationale dénommés « centre informatique douanier » et « direction nationale des statistiques du commerce extérieur » NOR: BCFP0756380A	5	-	-	0	-	-	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
8. Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat									
Conseil national de lutte contre la fraude (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières ". NOR: BCFP0756382A	5	-	-		-	-	9	
Conseil national du recrutement et de la formation professionnelle (douanes)	Arrêté du 29 octobre 2007 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle » NOR: BCFP0756384A	20	-	-	0	-	-	0	
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 13 ; décret n° 82-450 du 28 mai 1982.	120	0	0	220	40	33	25	*40 titulaires et 80 suppléants (13 titulaires et 26 suppléants par commission)*
Conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif aux conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500139A	24	0	0	0	6	6	6	
Conseils d'établissements de la direction du recrutement et de la formation	Arrêté du 18 décembre 2006 portant organisation des structures de concertation au sein de la direction du recrutement et de la formation de la direction générale des impôts NOR: BUDL0600207A	24	-	3,15	3,25	-	3	3	
Observatoire de l'emploi public	Décret n° 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public	45	0	0	0	1	0		*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
9. Education nationale									
Commission interministérielle (octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger)	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	8	0	0	0	2	2	2	*Pas de dépenses spécifiques : commission uniquement composée de fonctionnaires se réunissant à Paris. Institutions représentées : Economie, Education, MAE, Cour des Comptes (env. 6 à 8 personnes)*
Commission nationale du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française	Arrêté du 22 mai 1985 portant création du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française (article 6)	5	0	0	0	1	1	1	*Le CIEP, qui est opérateur pour la mise en œuvre du DELF et du DALF, ne peut isoler aucun coût spécifique de fonctionnement de ces commissions.*
Commission nationale instituée auprès du directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Articles D. 531-45 et D. 531-50 du code de l'éducation	22	15,18	8,04	8,99	2	2	2	*Commission présidée par l'AEFE - Fonctionnement intégralement pris en charge sur le budget de l'AEFE/MAEE.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur NOR: MENG0401634A	33	0	0	0	5	6	5	*Commission ne générant pas de frais de fonctionnement : - réunions tenues dans une salle du ministère de l'Education nationale - membres localisés à Paris.*
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Décret n° 2007-924 du 15 mai 2007 relatif aux commissions professionnelles consultatives et au comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620				26 + 2	23 +1	27 + 2	*40 membres par CPC, 14 CPC soit 560 membres au total + 60 membres pour le CIC. Déplacements des membres des CPC et du CIC pris en charge par les académies dont ils sont originaires. Aux réunions plénières s'ajoutent les réunions des groupes de travail (de 8 à 12 personnes) mandatées par les CPC pour élaborer les diplômes professionnels, ce qui génère 350 à 400 réunions annuelles.*
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	5,54	13,29	15,17	1	2	2	*Entre 2006 et 2007-2008, le CNVL comptait parmi ses membres une lycéenne handicapée qui nécessitait une assistance médicale durant toute la période de son séjour et des modalités de transport spécifiques.*
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	n.a	n.a	n.a	4	4	4	*Pas de dépenses spécifiques*
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation.	97	NC + 12,21	12,99 + 11,53	6,56 + 12,08	10 pl. + 14 CS	8 pl. + 5 CS	8 pl. + 6 CS	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
9. Education nationale									
Conseil territorial de l'éducation nationale	Articles L. 239-1 et D. 239-1 à D. 239-14 du code de l'éducation	50	0	0	0	1	2	1	*Cette commission ne génère pas de frais de fonctionnement supportés par le MEN.*
Haut Conseil de l'éducation	Articles L. 230-1 et suivants, articles D. 230-1 et suivants du code de l'éducation	9	66,18	146,45	66,40	37	33	27	
Observatoire national de la lecture	Arrêté du 3 avril 2001 portant création de l'Observatoire national de la lecture NOR: MENE0100754A	18	13,1	14,1	9,1	24 (7 plénières, 16 groupes de travail, 1 colloque)	16 (3 plénières, 12 groupes de travail, 1 colloque)	15 (groupes de travail)	*Un projet d'arrêté modificatif, soumis à l'examen du CSE le 1er juillet 2009, a pour objet d'améliorer le fonctionnement de cette instance.*
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code l'éducation	51	20	12	12	77	65	35	*Pour 2007 et 2008, seules données disponibles : les frais de déplacement.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
10. Enseignement supérieur et Recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Arrêté du 21 octobre 2003 portant création du comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé NOR: MENS0302309A	12				2	8	5	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (article 54) Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005	15	34,718 (expertises)	34,694	32,669	12	13	13	
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret n° 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	8 + 2	15	15	15	3	2	2	
Comité de suivi associant le CNESER et des représentants des établissements et secteurs de formation concernés… et Comité de suivi associant le CNESER, des représentants des universités et des secteurs de formation …	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle et art. 32 de l'arrêté du 23 avril 2002 relatif aux études universitaires conduisant au grade de licence (article 15)	94	14	38	29	3	8	6	*La réflexion autour du plan licence a nécessité la tenue d'un nombre plus important de réunions en 2007. Le rythme normal est d'environ une réunion tous les deux mois.*
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret n° 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	14	-	0	6	-		10	
Comité de suivi du cursus « master »	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master (article 18)	30	3,6	5,8	5,1	5	8	7	*Préparation du rapport demandé par la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche au président du comité sur le « cursus conduisant au diplôme national de master » et travail sur les questions soulevées par ce rapport (dans le cadre de groupes de travail).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
10. Enseignement supérieur et Recherche									
Comité national de biologie médicale	Décret n° 2003-76 du 23 janvier 2003 fixant la réglementation du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale (article 10)	19	4,3	3,5	1,4	2	2	1	*L'évolution des coûts per capita s'explique essentiellement par la présence effective ou pas des membres, notamment de ceux dont les frais de transport s'élèvent à plus de 300 euros.*
Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 28 juin 2007 portant création du comité stratégique du calcul intensif. NOR: ESRR0757401A	22	-	14,620	10,331	-	3	7	
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue, placée auprès du ministère de l'enseignement supérieur	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France et arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission (articles 1er et 2)	18	5,1	5,2	5,2	4	4	4	
Commission consultative (TEF)	Décret n° 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants dans les universités (article 16)	9	0	4	0	0	1	0	*Le coût de fonctionnement correspond au remboursement forfaitaire des frais de déplacement des 3 membres de la commission originaires de province. La reconnaissance du TEF a été accordée par arrêté du 3 mai 2007 pour une durée de 5 ans.*
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) et des instituts universitaires professionnalisés (sous-commission relative aux IUT)	Arrêté du 19 avril 1995 relatif aux instituts universitaires de technologie (IUT) et aux instituts universitaires professionnalisés (article 4)	34	7	11,9	15,1	7	7	13	
Commission consultative permanente d'oenologie	Décret n° 82-681 du 29 juillet 1982 modifiant la loi n° 55-308 du 19 mars 1955 relative à la protection du titre d'oenologue.	23	4,7	5	6	4	1	1	*En 2005 et 2006, la CCPO s'est réunie à plusieurs reprises pour préparer la réforme du diplôme national d'oenologie. Les différences de coût constatées en 2007 et 2008 sont dues au mode de transport (voyage en train et non en avion effectués par les membres venant de Bordeaux et de Toulouse).*
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 81-536 du 12 mai 1981 modifié relatif au diplôme d'expertise comptable	21	0	1,7	1,5		6	5	
Commission consultative pour le diplôme de géomètre expert placée auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 97-242 du 17 mars 1997 relatif au diplôme de géomètre expert foncier délivré par le Gouvernement.(article 12)	10	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
10. Enseignement supérieur et Recherche									
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur	Décret n° 96-352 du 24 avril 1996 relatif à l'accès à la profession d'expert-comptable des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre1945.	9	0	0	0,345	1	1	1	*Le coût nul s'explique par la tenue de la commission restreinte le même jour que la commission plénière dans la mesure du possible.*
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion, dite « commission Helfer »	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.	16	9,6	8,4	120	8	7	10	*Le nombre de séances varie en fonction du nombre d'écoles à évaluer (frais de déplacement) variable.*
Commission des titres d'ingénieurs	Loi du 10 juillet 1934	32	181	186	180	44	44	44	
Commission d'évaluation des formations et diplôme de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	16	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
Commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Décret n° 2008-510 du 28 mai 2008 portant création de la commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	8	-	-		-	-	1	*Coûts de fonctionnement : - personnel du département DGRI/SETTAR/C2 (0,25 ETPT cat A et 0,10 ETPT cat C) - frais de fonctionnement (courrier...) prélevés sur le fonctionnement du département pas d'autres coûts directs (déplacements, repas...) identifiés*
Commission nationale d'expertise de la licence professionnelle	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 12)	0	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2008-50 du 15 janvier 2008 portant création de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	20	-	-	163,1	-	-	2	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-116 et suivants du code rural	21	0,8	0,5	0,8	2	2	2	*Coût, globalement constant, correspondant aux frais de transport (train), estimé sur le nombre de trajets domicile-Paris des quelques membres provinciaux (100 euros aller-retour)*
Commission nationale des études odontologiques	Arrêté du 27 septembre 1994 relatif aux études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire (article 3)	25	11,6	15,2	13,7	4	6	5	*L'évolution des coûts per capita s'explique essentiellement par la présence effective ou pas des membres, notamment de ceux dont les frais de transport s'élèvent à plus de 300 euros.*

10. Enseignement supérieur et Recherche

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
Commission nationale d'évaluation des maîtres	Décret n° 2007-643 du 30 avril 2007 relatif à la Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	20	-	8,7	16,3	-	7	8	*L'augmentation du coût de fonctionnement entre 2007 et 2008 est lié aux déplacements sur site (les IUFM) des membres de la commission.*
Commission pédagogique nationale des études médicales	Arrêté du 18 mars 1992 relatif à l'organisation du premier cycle et de la première année du deuxième cycle des études médicales (article 10)	28	4,2	17,2	14,9	2	6	5	*L'évolution des coûts per capita s'explique essentiellement par la présence effective ou pas des membres, notamment de ceux dont les frais de transport s'élèvent à plus de 300 euros.*
Commission pédagogique nationale des études pharmaceutiques	Arrêté du 17 juillet 1987 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie (article 53)	26	2,1	10,5	4	1	7	3	*L'évolution des coûts per capita s'explique essentiellement par la présence effective ou pas des membres, notamment de ceux dont les frais de transport s'élèvent à plus de 300 euros.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	21	5	5	5	5	5	5	*Plus de 70 termes proposés par cette commission sont validés chaque année par l'Académie française.*
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales.	336	127,3	96,9	80,6	115	81	70	
Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs	Articles D. 233-7 et suivants du code de l'éducation	129	NC	NC	NC	12			
Conférence des présidents d'universités	Aticles D. 233-1 et suivants du code de l'éducation	125	NC	NC	NC	15			
Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants	Arrêté du 9 octobre 2003 portant création du Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants. NOR: MENC0302151A	40	NC	NC			1	0	*Pas de réunion depuis 2007. Réflexion en cours sur l'avenir de ce conseil.*
Conseil supérieur de la recherche et de la technologie	Décret n° 82-1012 modifié du 30 novembre 1982 relatif au conseil supérieur de la recherche et de la technologie	44	32	32	30	56	46	37	*Baisse en 2008 (délais de renouvellement du Conseil)*
Haut conseil de la science et de la technologie	Décret n° 2006-698 modifié du 15 juin 2006 relatif au Haut conseil de la science et de la technologie	20	17,8			3	2		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
10. Enseignement supérieur et Recherche									
Observatoire des métiers et des compétences	Arrêté du 22 décembre 1998 relatif à l'Observatoire des métiers et des compétences. NOR: MENA9803060A	26	14,4	4,4	3,8				*Instance à caractère permanent.* *Bien que la réforme de la filière ITRF soit désormais achevée, il faut désormais en faire l'évaluation et éventuellement procéder à une actualisation des référentiels, ce qui justifie le maintien de l'instance.*
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante NOR MENU8802163A	21	411,6	426,6	411,6	4	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité consultatif des usagers du centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés	Arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation des sous-directions de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale	13	0	0	0	1	1	1	
Comité consultatif des utilisateurs des documents, levés et prestations du service hydrographique et océanographique de la marine	Article R. 3416-19 du code de la défense Arrêté du 11 mai 2009 portant organisation et fonctionnement du comité consultatif des utilisateurs des documents, levés et prestations du service hydrographique et océanographique de la marine NOR: DEFD0910610A	52	0	0	0	1	1	1	
Comité consultatif scientifique du centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés	Arrêté du 15 novembre 1999 portant organisation des sous-directions de la direction des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale	15	0	0	0	1	1	1	
Comité de règlement des contestations en douane	Article L. 2335-3 du code de la défense Arrêté du 10 juillet 2002 fixant la composition du Comité de règlement des contestations en douane NOR: DEFC0201899A	5						2	
Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret n° 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	8	0	0	0	7	7	7	
Comité d'experts de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans (articles 6, 8 et 9)	10	0	0	0	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Comité national pour la défense de la mémoire des persécutions racistes et antisémites soumises sous l'autorité de fait « Gouvernement de l'État français »	Arrêté du 5 mars 1993 portant application de l'article 3 du décret n° 93-150 du 3 février 1993 instituant une Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite " Gouvernement de l'Etat français " (1940-1944) et créant un comité national NOR: ACVC9300006A	46	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	3,3	3,3	3,3	1	1	1	
Comité scientifique de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la défense	15	0	0	0	1	1	1	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées. - (p)Pris en application du décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse.	70	90	90	82	45	45	45	
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission chargée d'émettre les avis sur le droit au titre de prisonnier du Vietminh	Loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989.Décret n° 90-881 du 26 septembre 1990.	8	0,1	0,1	0,1	1	1	1	
Commission chargée d'émettre les avis sur le droit au titre de victime de la captivité en Algérie	Articles L. 319-2 et R. 388-2 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.	8	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Commission chargée d'étudier la liste des personnes décédées en Indochine entre 1939 et 1957 et susceptibles d'être inscrites sur le mémorial des guerres en Indochine à Fréjus	Arrêté du 29 décembre 1992 portant création d'une commission chargée d'établir la liste des personnes décédées en Indochine entre 1939 et 1957 à qui la mention Mort pour la France a été attribuée en vue de leur inscription sur le Mur du souvenir du mémorial des guerres en Indochine à Fréjus NOR: ACVM9240048A	14	0	0	0	1	0	0	*Suppression engagée*
Commission consultative "défense-météorologie"	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la commission consultative « défense-météorologie » NOR: DEFD0773788A	15	-	-	0	-	-	1	*Créée en 2008*
Commission consultative médicale	Arrêté interministériel du 8 mars 1999 portant application de l'article 3 du décret n° 99-164 du 8 mars 1999 fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense. Décret du 27 octobre 1919 modifiant celui du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale Décret du 15 octobre 1920 modifiant la compétence des organismes consultatifs médicaux pour l'attribution des pensions de guerre modifiant le décret du 2 septembre 1919	6	46	46	46	s.o.	s.o.	s.o.	*Commission permanente*
Commission consultative nationale pour l'habilitation des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à ester en justice	Décret n° 92-701 du 20 juillet 1992 portant application de la loi n° 91-1257 du 17 décembre 1991 permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice	5	0	0	0	1	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Commission d'experts (AFN)	Articles L. 253 bis et R. 227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	9	0	0	0	17	16	17	
Commission des bonifications	Article R. 224 (II du D) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	24	0	0	0	0	0	0	
Commission du label « Bleuet de France »	Arrêté du 26 janvier 2000 portant création de la commission du label « Bleuet de France » NOR: DEFE9955048A	10	0	0	0	0	2	1	
Commission interministérielle de contrôle	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace NOR: DEFD0301523A	4	0	0	0	4	6	4	
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret n° 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions	11	0	0	0	1	11	0	
Commission nationale du diplôme d'honneur de porte-drapeau	Arrêté du 13 octobre 2006 relatif aux diplômes d'honneur de porte-drapeau (articles 6 et 7) NOR: DACM0600018A	9	0	0	0	2	2	2	
Conseil central de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif au Conseil central de l'action sociale NOR: DEFP0201093A	53	0	0	0	2	2	1	
Conseil de la recherche du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 (art. 5) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées NOR : DEFE9554015A	9	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	Arrêté du 13 mars 2002 instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense NOR: DEFD0201211A	8	0	0	0	1	1	1	
Conseil économique de la défense	Arrêté du 1er octobre 2007 portant création d'un conseil économique de la défense NOR: DEFD0766958A	13	0	0	40	1	1	2	*Publication d'un ouvrage dont l'impression a été réalisée à l'extérieur, un colloque en juin et frais de traduction.*
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	0	0	0	*4 rapports annuels*
Conseil scientifique de la défense	Arrêté du 18 juin 1998 portant création d'un conseil scientifique de la défense NOR: DEFM9801575A	23	15	15	15	12	12	12	
Conseil scientifique de la division de la recherche et de la documentation	Article D. 4152-11 du code de la défense - Arrêté du ministre de la défense du 4 mars 2009 fixant la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement des conseils de l'enseignement militaire supérieur NOR : DEFD0830903A	0	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*
Conseil scientifique du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 (art. 5) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées NOR: DEFE9554015A	0	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Conseil supérieur de la réserve militaire	Article L. 4261-1 code de la défense. Décret n° 2007-1088 du 11 juillet 2007 relatif au Conseil supérieur de la réserve militaire	64	0	28	32	4	4	4	
Conseil supérieur des études de défense	Arrêté du 4 juillet 1997 portant création au sein du ministère de la défense d'un Conseil supérieur des études de défense NOR: DEFD9701691A	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
11. Défense									
Groupe de travail chargé de suivre la mise en oeuvre des textes relatifs à l'attribution de la mention "Mort en déportation"	Arrêté du 5 avril 1991 portant création d'un groupe de travail chargé de suivre la mise en oeuvre de l'attribution de la mention " Mort en déportation " NOR: ACVM9140008A	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matièrs nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R. 1333-15 du code de la défense								
Haut conseil de la mémoire combattante	Décret n° 97-11 du 9 janvier 1997 portant création du Haut Conseil de la mémoire combattante	18	0	0	0	1	0	0	
Observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	11	0	0	0	1	1		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Comité de coordination de la formation médicale continue	Article L. 4133-3 du code de la santé publique	21	0	0	0		8	8	
Comité de lutte contre la grippe	Décret n° 2008-733 du 25 juillet 2008 créant un Comité de lutte contre la grippe	20	-	-	5	-	-	10	*Comité constitué en 2008*
Comité de pilotage des évènements indésirables graves	Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux modalités de l'expérimentation de déclaration des événements indésirables graves liés à des soins réalisés lors d'investigations, de traitements ou d'actions de prévention autres que des infections nosocomiales	41			0,5	3	2	1	
Comité de pilotage du programme national nutrition santé PNNS 2006-2010	Décret n° 2007-558 du 13 avril 2007 portant création du comité de pilotage du programme national nutrition santé 2006-2010	68		15	12	5	10	8	
Comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010	Arrêté du 3 avril 2008 relatif aux missions et à la composition du comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010 NOR: SJSH0808531A	43	-	-		-	-		*Ce comité a été constitué en 2008*
Comité de suivi du programme d'actions sur le sommeil	Décret n° 2007-418 du 23 mars 2007 créant un comité de suivi du programme d'actions sur le sommeil	14	-		0,6	-	0	1	*Pas de réunion en 2007*
Comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France	Arrêté du 31 janvier 2008 portant création du comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France NOR: SJSP0769715A	37	-	-	3,5	-	-	2	*Ce comité a été constitué en 2008*
Comité des médaillés de la jeunesse et des sports	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports	26	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Comité économique des produits de santé	Loi n° 96-452 du 28 mai 1996 / LFSS du 30 décembre 1999 / Article 32 modifiant l'article L.162-17-3 du code de la sécurité sociale / Décret N° 2001-157 du 26 mars 2001	34	0	1520	1520	0	70	70	*Le coût de fonctionnement inclut les fournitures courantes, les vacations et indemnités des membres et le développement de l'informatique. Il s'agit d'une instance à caractère interministériel qui détient un pouvoir propre en matière de fixation du prix des produits de santé. Il décide également du tarif forfaitaire de responsabilité (TFR) prévu à l'article L.162-16 du code de la sécurité sociale*
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et 6121-8 ; R6122-1 à R 6122-7 du code de la santé publique Articles R. 312-177 et R. 312-178 du code de l'action sociale et des familles	34	0	0	0	10	7	9	
Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe	Arrêté du 17 mars 2006 portant création d'un Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe NOR: SANC0621980A	11	0	0	0		2	3	
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R. 1413-26 à R. 1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	2	4	5	*Ce comité uniquement composé d'agents de l'Etat ne présente pas de coût de fonctionnement*
Comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie	Arrêté du 8 juillet 2008 portant création d'un comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie NOR: SJSC0817759A	20	-	-		-	-	1	*Créé en 2008*
Comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Arrêté du 29 mars 2002 portant création du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques NOR: SANP0221175A	41			10,5	3	2	15	*Ont été par ailleurs créés par arrêté du 5 mai 2008 un comité de pilotage restreint et des groupes de travail du comité national de suivi (59 membres au total) qui se sont réunis 14 fois en 2008. Le coût 2008 correspond donc au coût global de fonctionnement du comité national de suivi, du comité de pilotage restreint et des 5 groupes de travail*
Comité national des registres	Arrêté du 6 novembre 1995 relatif au Comité national des registres NOR: SANP9503270A	25	10,7	11,2	20,4	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Comité national technique de l'échographie de dépistage prénatal	Arrêté du 30 avril 2002 portant création du Comité national technique de l'échographie de dépistage prénatal NOR: SANP0221613A (modifié par l'arrêté du 27 février 2003 modifiant l'arrêté du 30 avril 2002 portant création du Comité national technique de l'échographie de dépistage anténatal NOR: SANP0320868A)	25	0	0	0,5		4	2	
Comité scientifique du site "Intervention précoce, soutien à la parentalité"	Arrêté du 6 mai 2008	16	-	-	1	-	-	2	*Ce comité a été constitué en 2008*
Comité technique plomb	Arrêté du 23 janvier 2003 portant création d'un comité technique plomb NOR: SANP0320255A	25	0	1,6	1,6		5	4	*Les coûts de fonctionnement portent sur la prise en charge des frais de déplacement de ses membres.*
Commission addictions	Arrêté du 26 octobre 2006 relatif à la création et à la composition de la « commission addictions » NOR: SANP0624377A	41	1,2	13,6	6,6	2	23	17	*Les coûts de fonctionnement de cette commission varient en fonction du nombre de ses réunions*
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 et D. 4241-20 et suivants du code de la santé publique	22	0	0	0	1	0	0	*Cette commission ne s'est réunie qu'une seule fois au cours des trois dernières années*
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	-	-	-	-	-	-	*Instance créée en 2009*
Commission consultative des arts martiaux et des sports de combat	Article D. 142-32 du code du sport	22	0	0	0	1	1	1	
Commission d'admission des athlètes de haut niveau dans les écoles de masso-kinésithérapie et de pédicurie-podologie	Arrêté du 31 mars 1981 relatif à l'admission des athlètes de haut niveau dans les écoles de masso-kinésithérapie	7	0	0	0	1	1	1	
Commission d'autorisation d'exercice de la profession de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme	Articles L. 4111-2, L. 4111-8 et R. 4111-14 du code de la santé publique	12	0	0	0	26	38	49	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Commission d'autorisation d'exercice des ressortissants d'un Etat membre de la communauté européenne titulaires d'un diplôme, titre ou certificat délivré par un Etat tiers et reconnu par un Etat membre	Articles R. 4111-14 et suivants du code de la santé publique	6	0	0	0	5	7	10	
Commission de reconnaissance des qualifications	Article R. 212-84 du code du sport	15	0	0	0	5	4	5	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67		34,474	35,9	2	2	2	*Les travaux réalisés pour la commission représentent un préalable indispensable à l'élaboration des lois de financement de la sécurité sociale. Les parlementaires peuvent trouver dans ses rapports, en les rapprochant du chiffrage des mesures proposées par le Gouvernement, les éléments d'analyse expliquant l'évolution des soldes financiers de la sécurité sociale. Les coûts de fonctionnement correspondent aux vacations de son président et des collaborateurs.*
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Article L. 176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	0	0	6	*Cette commission se réunit tous les 3 ans avec une prise en charge des frais de déplacement et d'hôtel de certains de ses membres*
Commission d'examen des règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs	Articles R. 142-1 et suivants du code du sport	19	0	0	0	1	1	1	
Commission du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale	Articles D. 6213-12 et suivants du code de la santé publique	38		3,3	2,1		4	3	*Pas de chiffre disponible pour 2006 compte tenu du renouvellement des membres et de l'archivage du dossier. Les dépenses évoluent selon le nombre de réunions de la CNQ et du nombre des membres présents ainsi que selon leur lieu de résidence.*
Commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante	Arrêté du 12 juillet 1996 relatif à la création d'une commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante NOR: SASP9620896A	13							*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Commission nationale chargée de l'agrément de services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	Décret n° 94-735 du 19 août 1994 relatif au concours et au programme pédagogique de l'internat en odontologie Arrêté du 4 janvier 1999 fixant la composition de la commission nationale chargée de l'agrément des services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services NOR: MESP9920128A	12	0,399	0,399	0,399	1	1	1	*Pas d'évolution. Coût évalué sur la base des demandes de prise en charge des frais de transport faites par les membres de la commission.*
Commission nationale d'action sociale	Arrêté du 9 mars 1995 portant création d'une commission nationale d'action sociale, de commissions régionales et interdépartementales d'action sociale et d'une commission d'action sociale pour l'administration centrale NOR: SPSG9500755A	60	0	0	0	1	5	1	*Pas de coût de fonctionnement particulier et prise en charge des frais de déplacement des participants (représentants de l'administration et représentants des organisations syndicales) par leurs services ou structures d'affectation*
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	3,6	3,6	2,6	16	15	10	*Coût de fonctionnement variable en fonction du nombre de réunions*
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation Arrêté du 30 avril 2007 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale d'agrément des établissements dispensant une formation en ostéopathie NOR: SANH0753354A	9	-	0	1,4	-	8	5	*Créée en 2007*
Commission nationale de l'activité libérale	Article L. 6154-5 su code de la santé publique	12	0	0	0	1	1	0	
Commission nationale de la naissance	Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à la composition de la Commission nationale de la naissance NOR: SANH0522599A	41	0	0	0	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Commission nationale de l'internat et du post-internat	Décret n° 2009-272 du 9 mars 2009 relatif à la Commission nationale de l'internat et du post-internat	26	-	-	-	-	-	-	*Commission créée en 2009*
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Article R. 312-22 et suivants du code du sport (les missions sont opérées par renvoi, voir colonnes observations)	13	0	0	0	1	2	1	
Commission nationale de toxicovigilance	Article R. 1341-14 du code de la santé publique	31	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10 , L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du CSP	50	33,4	29	26,9	24	22	19	
Commission nationale des épithésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'épithésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621236A	6	-	0	0	-	0		*Cette commission sera regroupée avec celles concernant les orthopédistes-orthésistes, les orthoprothésistes, les podo-orthésistes et les ocularistes.*
Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion des crises sanitaires	Article D. 6311-17 du code de la santé publique Arrêté du 29 mars 2007 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires aux personnels enseignants des centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU) NOR: SANH0721283A	15	-	0	0,7	-	0	3	*Créée en 2007*
Commission nationale des ocularistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'oculariste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621237A	6	-	0	0	-	0		*Cette commission sera regroupée avec celles concernant les orthopédistes-orthésistes, les orthoprothésistes, les podo-orthésistes et les épithésistes.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Commission nationale des orthopédistes-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthopédistes-orthésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respecter NOR: SANP0621234A	6	-	0	0	-	0		*Cette commission sera regroupée avec celles concernant les ocularistes, les orthoprothésistes, les podo-orthésistes et les épithésistes.*
Commission nationale des orthoprothésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthoprothésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respecter NOR: SANP0621233A	6	-	0	0	-	0		*Cette commission sera regroupée avec celles concernant les orthopédistes-orthésistes, les ocularistes, les podo-orthésistes et les épithésistes.*
Commission nationale des podo-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession de podo-orthésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621235A	6	-	0	0	-	0		*Cette commission sera regroupée avec celles concernant les orthopédistes-orthésistes, les orthoprothésistes, les ocularistes et les épithésistes.*
Commission nationale du sport de haut niveau	Article L 221-1 du code du sport	33	0	0	0	4	1	7	
Commission nationale permanente de la biologie médicale	Articles L. 6211-4 et D. 6211-33 à D. 6211-41 du code de la santé publique	32	0	0	0	3	4	3	
Commission professionnelle consultative des "métiers du sport et de l'animation""	Article D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	38	10	12	8	10	9	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Commission spécialisée « Sécurité des patients : infections nosocomiales et autres évènements indésirables liés aux soins et aux pratiques » (Commission spécialisée du Haut conseil de la santé publique)	Arrêté du 6 octobre 2008 relatif aux commissions spécialisées composant le Haut Conseil de la santé publique NOR: SJSP0824433A	6	-	-		-	-		*Commission créée en 2008, rattachée au Haut conseil de santé publique*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative NOR: SJSK0570141A	34	0	0	0	25	11	11	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 à D. 1411-45 du code de la santé publique	113		30	60	1	4	4 + 1 débat public	*Un premier rapport a été publié sur le respect des droits des usagers du système de santé et un premier débat public a été organisé en 2008.*
Conseil de l'hospitalisation	Article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale	9				9	5	4	
Conseil de modération et de prévention	Loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole, notamment son article 69 Décret n° 2006-159 du 14 février 2006 portant création du Conseil de modération et de prévention	33	0	5,4	7,5	4	5	6	*Le pilotage de cette commission est assuré conjointement avec le ministère de l'agriculture et son coût de fonctionnement est variable en fonction du nombre de ses réunions.*
Conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes	Articles D. 4151-11 et suivants du code de la santé publique	25	0	0	2,098	0	0	5	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2009-29 du 9 janvier 2009 relatif à la création et aux missions du Conseil national de l'urgence hospitalière	0	-	-	-	-	-	-	*Instance créée en 2009*
Conseil national de la chirurgie	Décret n° 2008-525 du 3 juin 2008 relatif au Conseil national de la chirurgie Arrêté du 21 décembre 2006 fixant la composition du Conseil national de la chirurgie NOR: SANH0625026A	48	-	-	3,382	-	-	4	*Créé en 2008*
Conseil national de la formation continue des médecins libéraux	Article L. 4133-2 du code de la santé publique ; Décret n° 2006-650 du 2 juin 2006	24	0	0	0		8	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Conseil national de la formation continue des médecins salariés non hospitaliers	Article L. 4133-2 du code de la santé publique ; Décret n° 2006-650 du 2 juin 2006	18	0	0	0		10	10	
Conseil national de la formation continue des personnels hospitaliers	Article L. 6155-2 du code de la santé publique	34	0	0	0		10	10	
Conseil national de la formation continue odontologique	Articles L. 4143-1 et R. 4143-1 du code de la santé publique	34	0	0	0		2	2	
Conseil national de la formation pharmaceutique continue	Articles L. 4236-2 et 3 du code de la santé publique	0	0	0	0	0	0	0	*Ce conseil vient d'être supprimé par l'article 59-IX de la loi HPST. Il est maintenu jusqu'à l'entrée en vigueur des décrets relatifs au nouveau dispositif institué par la loi.*
Conseil national des activités physiques et sportives	Articles L. 131-16 et R 142-1 et suivants du code du sport	104	120	120	120	1	1	2	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis	Articles D. 3121-1 et suivants du code de la santé publique	24	20	30	60	55	60	60	*Coût de fonctionnement hors coût lié au personnel du CNS et locaux. La dotation au CNS a augmenté en 2008 pour supporter la communication active au CNS sur ces travaux en vue d'améliorer l'audience et la visibilité avec une refonte du site internet notamment*
Conseil supérieur de la Fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (article 11)	40	37,5	42,5	47	9	10	10	*L'augmentation du coût de fonctionnement de ce conseil est lié à une augmentation du nombre de ses réunions.*
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et Articles R411-1 à R411-3 code de la mutualité	58	0	0	0	0	7	12	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 et suivants du code de la santé publique	25	0	0	0		2	3	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	60	60	60	12	12	10	
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique NOR: SASP0902813A	15	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2009*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales	Arrêté du 14 novembre 2005 portant création du groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales NOR: SANH0524243A	20	0	0	0	4	4	4	*A partir de 2010, des plateaux repas sont prévus pour 4 réunions annuelles avec 20 participants pour lesquels les frais de déplacement sont aussi pris en charge.*
Groupe de travail national "amiante et fibres"	Décret n° 2008-101 du 31 janvier 2008 créant un groupe de travail national « amiante et fibres »	23	-	-	0	-	-	6	*Groupe de travail constitué en 2008*
Groupe d'experts et groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine	Arrêté du 10 juin 2008 relatif à la création et à la composition du groupe d'experts et des groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine NOR: SJSP0812035A	132	-	-	18	-	-	8	*Créé en 2008*
Haut conseil de la santé publique	Article L. 1411-4 et L. 1411-5 ; Article R. 1411-46 à R. 1411-58 du code de la santé publique	172	-	197	292	-	30	100 dont 71 réunions plénières	*Mise en place en 2007 avec une montée en charge progressive des travaux : réorganisation du HCSP en octobre 2008 (6 commissions spécialisées avec 140 membres + 32 membres des 2 comités techniques permanents)*
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	46	0	0	0	0	0	2	
Haut conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale	Article D. 114-4-3 du code de la sécurité sociale	33	1,6	0	1,6	2	3	2	*Coût de fonctionnement qui correspond à deux sténotypistes*
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 art. 72 Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006	61	NC	75	67	12	12	12	
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Article L. 162-21-3 du code de la santé publique	15	0	0	0	0	2	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
12. Santé et Sports									
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2003-529 du 19 juin 2003 portant création de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	15	25,46	87,105	105,1	10	15	15	*L'augmentation du nombre de réunions et des coûts provient de la montée en charge de l'activité en lien, en 2007 et 2008, d'une part avec la tenue des Etats généraux de la santé coprésidés par le président de l'ONDP et, d'autre part, avec la mise en place de démarches régionales préfigurant les nouvelles missions de l'Observatoire dans le cadre de la loi HPST et la mise en place des ARS. Les frais de déplacements du président (basé à Marseille) et les études constituent l'essentiel de ces coûts.*
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 88-981 du 13 octobre 1988 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière modifié par le décret no 2001-1347 du 28 décembre 2001	22	0	0	0	5	5	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Comité consultatif de la protection des végétaux	Article L. 251-3 du code rural Arrêté du 31 mars 2000 fixant la composition du conseil consultatif de la protection des végétaux	19	0	0	0				*Aucun budget spécifique*
Comité consultatif de la santé et de la protection animale	Article R. 221-1 et R. 221-2 du code rural	56				4	4	4	*Aucun budget spécifique*
Comité de la protection des obtentions végétales	Articles L. 412-1 et R. 412-1 du code de la propriété industrielle	11			0	3	3	0	*Aucun budget spécifique*
Comité de politique forestière	Articles L. 3 et R. 3-7 et suivants du code forestier	20				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Comité de surveillance biologique du territoire	Articles L. 251-1 et D. 251-1 et suivants du code rural	20							*Appel à candidatures en cours : les dossiers doivent être adressés au ministère avant le 30 septembre 2009.*
Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural	14	0	0	0	4	4	4	*Aucun budget spécifique*
Comité national de la conchyliculture	Loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture Décret n° 91-1276 du 19 décembre 1991 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des organismes interprofessionnels de la conchyliculture	58				14	14	14	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Comité national des pêches maritimes et des élevages marins	Loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture Décret n° 92-335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins	52				7	7	7	*Aucun budget spécifique*
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural	60			7	30	30	30	*Aucun budget spécifique*
Commission consultative de la formation des paysagistes diplômés par le Gouvernement DPLG	Article D. 812-30 du code rural	16				1	3		*Aucun budget spécifique*
Commission consultative de la statistique agricole	Décret n° 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole	30				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article R. 414-5 du code rural	22				0	0		*Aucun budget spécifique*
Commission consultative pour l'enseignement supérieur privé	Article R. 813-67 du code rural	12				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Article L. 523-1 à L. 523-6 et R. 523-17 à R. 523-25 du code du travail	13				0	0	0	*Cette commission se réunit en tant que de besoin.* *Aucun budget spécifique*
Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 à D. 654-100 du code rural								*Aucun budget spécifique*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Article L. 752-29 et Article R752-85 du code rural Arrêté du 3 avril 2002 modifié fixant la composition d'une commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	23				0	0	0	*Aucun budget spécifique*
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 362-22 du code rural	18			0				*Cette commission n'a pas été créée à ce jour.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	21			2,6	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural	77				4	2	3	*Aucun budget spécifique*
Commission liste d'aptitude aux conditions de nomination des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale	Article R. 123-46 du Ccde de la sécurité sociale Arrêté du 11 avril 2001 fixant les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction et d'agent comptable des organismes de mutualité sociale agricole								
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1 et D. 653-2 du Code rural	80				15	15		*Aucun budget spécifique*
Commission nationale de la négociation collective : Sous-commissions agricoles des conventions et accords	Articles L. 2271-1, R. 2272-10 et R. 2272-14 du code du travail Article L. 713-3 du code rural	13				5	5		*Aucun budget spécifique*
Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations	Décret n° 2002-631 du 25 avril 2002 (articles 12 à 15)	72	34,087	sur	3 ans	4	4	4	*Les chiffres indiqués concernent la section "agrément" (CNAR-SOC) et correspondent à des remboursements de frais de déplacement, des frais de représentation et des frais de gestion (convention couvrant les 3 ans). L'autre section, dite "référentiel" (CNAR-SER) ne s'est pas réunie depuis 2 ans et est en cours de renouvellement.*
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154	28				1	1		*Aucun budget spécifique*
Commission nationale des calamités agricoles devenue Comité national de l'assurance en agriculture	Articles L. 361-19, R. 361-29, D. 361-30, D. 361-7 et suivants du code rural	18	8	2,3	1,8	6	5	5	
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	10 sections de 24 membres				2	2	2	*Aucun budget spécifique*
Commission nationale d'identification	Article D. 212-13 du code rural	54				2	2	2	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Commission nationale paritaire du personnel administratif des chambres d'agriculture	Loi n° 52-1311 du 10 décembre 1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers					2	2	2	*Aucun budget spécifique*
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces	Décret n° 2007-950 du 15 mai 2007 relatif à l'institution d'une commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces auprès du ministre chargé de l'agriculture	48				15	15	20	*Aucun budget spécifique*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1 décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche NOR: AGRA9802340A	9							*Aucun budget spécifique*
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles R. 717-14 et D. 751-19 et suivants du code rural	31				3	3		*Aucun budget spécifique*
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Article L. 512-71 et R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	42							*Suppression engagée*
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (article 1er) Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	52				1	1		*Aucun budget spécifique*
Conseil national d'agrément professionnel en matière de produits phytopharmaceutiques	Article R. 254-11 et suivants du code rural	39				1		1	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural	64				9	9	7	*Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Article L. 814-3 du code rural (loi n° 90-85 du 23 janvier 1990), articles R.814-10 à R.814-30 (décret 2000-323 du 6 avril 2000)	45				6	6	9	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural	24				1	2	1	*Aucun budget spécifique*
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation	55	75	80	90	15	4	5	*Budget dédié (l'augmentation sur la période s'explique par la création d'un site internet)*
Conseil national du froid	Décret n° 59-1028 du 31 août 1959 Arrêté du 26 mai 1999 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil national du froid NOR: AGRG9802295A	53				1	1	1	*Aucun budget spécifique*
Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Décret n° 2008-498 du 26 mai 2008		-	-		-	-		*Créé en 2008*
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1, L. 551-2 et R. 611-1 du code rural	30				2	2	4	
Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois	Article L. 3 du code forestier	62				1	4	2	*Aucun budget spécifique*
Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires	Loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole Articles R. 613-1 et R. 613-2, D. 613-3 à D. 613-7 du code rural Article R. 613-1 et R. 613-2 du code rural	22			0	0	0	0	*Suppression engagée*
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Article R. 721-1 du code rural	150				2	2		*Aucun budget spécifique*
Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halioalimentaire	Loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures maritimes, article 2 Décret n° 98-1060 du 24 novembre 1998 relatif au Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halioalimentaire	25				0	0		*Aucun budget spécifique*
Observatoire des distorsions	Article L. 691-1 du code rural	19							*Fonctionne de manière ponctuelle. Aucun budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
13. Alimentation, agriculture et pêche									
Observatoire économique des prix des produits agricoles et alimentaires	Articles D. 611-9 à 13 du code rural	20							*Présidé par le directeur général des politiques agricoles, agroalimentaire et des territoires, cet observatoire composé de 19 membres, dont 15 membres du conseil supérieur d'orientation et 3 membres extérieurs à ce conseil, n'a pas fonctionné au cours de la période 2005/2007.La mise en place par le gouvernement, en mars 2008, d'un observatoire des prix et des marges coprésidé par le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi) et par le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (ministère de l'agriculture et de la pêche) conduit aujourd'hui à envisager une relance de son activité.* *Aucun budget spécifique*
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'Observatoire national de l'enseignement agricole NOR: AGRE9601567A	11	100	100	100	10	10	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et dépôts d'oeuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Décret n° 2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des oeuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain	12	0	0	0	11	11	11	
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts	20	0	0	0	0	0	0	*Ce comité s'est réuni en 2009.*
Comité d'experts	Articles 220 octies et 220 Q du CGI Décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	5	n.a	0	0	n.a.	5	6	
Comité d'orientation stratégique de la modernisation	Arrêté du 27 février 2003 portant création d'un comité d'orientation stratégique de la modernisation au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB0300184A	14	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*
Comité de sélection du fonds d'aide au développement des services en ligne	Décret n° 2004-1313 du 26 novembre 2004 créant le fonds d'aide au développement des services en ligne des entreprises de presse	7	0	0	0	3	2	3	
Comité d'expert (soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel)	Décret n° 2006-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel et à l'innovation technologique dans le domaine des arts et industries de l'image animée	13	0	0	0	4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Comité d'experts d'aide sélective pour les oeuvres cinématographiques d'Outre-Mer	Décret n° 2001-988 du 29 octobre 2001 pris pour l'application de l'article 39 de la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000	6	0	0	0	2	2	1	
Comité d'experts de soutien financier à l'exploitation	Décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques. - Arrêté du 24 août 1998 pris en application du décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique	5	0	0	0	6	6	6	
Comité d'experts pour la production d'oeuvres réalisées en langue étrangère	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique - Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999	6	0	0	0	2	2	2	
Comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	Décret n° 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	11	0	0	0	3	2	2	
Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB0200546A	24	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Comité du soutien financier à la musique d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	5	0	0	0	3	3	3	
Commission (octroi de subventions à l'écriture et réécriture de scénarios et développement de projets)	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	17	110	130	150	20	20	20	*Des indemnités de lecture sont versées. Leur montant annuel dépend du nombre de dossiers reçus (nombre de scénarios à lire).*
Commission « copie privée »	Articles L. 311-5 et R. 311-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	25	28	83	7	10	24	*En plus de la rémunération du président et de la sténotypiste, les études de la commission sont financées par le ministère depuis 2008.*
Commission artistique nationale	Décret n° 2002-677 du 29 avril 2002 relatif à l'obligation de décoration des constructions publiques et précisant les conditions de passation des marchés ayant pour objet de satisfaire à cette obligation	9	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée. Sera remplacée par un dispositif non réglementaire.*
Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art NOR: MCCB0300099A	6	0	1,1	0,9	0	1	1	
Commission consultative d'aide à la création pour les compositeurs d'oeuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques	Arrêté du 20 juin 1977 relatif à la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution de bourses d'aide à la création à des compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques (JO du 3 juillet 1977)	14	13	13	13	1	1	1	
Commission consultative d'aide à la première exposition et au premier catalogue	Arrêté du 2 mars 1998 instituant une commission consultative d'aide à la première exposition auprès du délégué aux arts plastiques	9	3,5	3,6	3,6	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique NOR: MCCI9800032A	12	3,6	3,7	3,7	2	2	2	
Commission consultative de la création artistique chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'oeuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques (peinture, sculpture, arts graphiques)	Arrêté du 8 janvier 1985 portant création d'une commission consultative	12	5,6	5,6	5,6	2	2	2	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	8	3,6	3,6	3,6	2	2	2	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative compétente en matière de photographie	8	3,6	3,6	3,6	2	2	2	
Commission consultative des trésors nationaux	Article L. 111-4 du code du patrimoine Décret n° 93-124 du 29 janvier 1993	12 ou 13 (selon la procédure)	5	5	6,8	10	9	11	*Outre le montant forfaitaire habituel pour les dossiers, il y a eu, exceptionnellement en 2008, des frais supplémentaires de déplacement des membres de la commission pour l'examen d'une œuvre à Montpellier qui ne pouvait être vue à Paris (prix global des billets : 1815,8 €).*
Commission COSIP (Fiction, documentaire, animation)	Décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier, à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles	10	40	40	40	9	9	9	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission COSIP (spectacle vivant)	Décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier, à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles	12	17	17	17	6	6	6	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission COSIP (vidéomusique)	Décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier, à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles	12	0	0	0	9	9	9	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leus critères d'attribution	8	0	0	0	0	1	1	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine (articles 5 et suivants)	14	0	0	0	3	3	3	
Commission d'agrément de films de long métrage	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	21	0	0	0	25	25	25	
Commission d'agrément des formules d'accès au cinéma	Décret n° 2002-1285 du 24 octobre 2002 portant application des dispositions de l'article 27 du code de l'industrie cinématographique et relatif aux formules d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples - arrêté du 31 décembre 2002 portant application des dispositions de l'article 3	5	0	0	0	8	8	8	
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 Décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art	5	0	0	0	0	2	2	
Commission d'aide à la production des pays en développement	Arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux mesures d'aide en faveur de la production cinématographique des pays en développement NOR: MENK9200146A	6	85	85	85	4	4	4	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission d'aide au développement de projets de films de long métrage	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique - Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999	5	35	35	35	4	4	4	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission d'aide sélective à la modernisation et à la création d'établissements cinématographiques dans les agglomérations insuffisamment équipées	Décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques. - Arrêté du 25 mars 1983 de la commission chargée de donner son avis en matière de soutien financier de l'État à la création d'établissements cinématographiques dans les agglomérations insuffisamment équipées	15	0	0	0	4	3	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission d'aides aux salles de spectacles cinématographiques maintenant une programmation difficile	Décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines oeuvres cinématographiques en salles de spectacles cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques - arrêté du 22 juin 1998 portant application de l'article 11 du décret n° 67-356 du 21 avril 1967 relatif au soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques (articles 2 et 3)	5	0	0	0	1	1	1	
Commission de classification des oeuvres cinématographiques	Décret n° 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des oeuvres cinématographiques	28	154	154	146	70	70	60	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Arrêté du 2 mars 2006 portant composition de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle	31	15	15	15	6	8	9	
Commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	Décret n° 96-750 du 20 août 1996 portant création d'une commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	17	0	0	0	11	13	13	
Commission de reconnaissance de l'enseignement du cinéma et de l'expression audiovisuelle	Articles R. 461-12 à R. 461-14 du code de l'éducation	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission de rémunération des auteurs en publicité	Décret n° 2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des oeuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain								
Commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère	Arrêté du 11 octobre 1993 relatif à la commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère NOR: MCCK9300310A	7	0	0	0	1	1	1	
Commission des aides sélectives à la promotion (films étrangers)	Décret n° 99-130 du 24 février 1995 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	7	0	0	0	7	7	7	
Commission des contributions financières	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	9	115	115	115	8	8	8	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une oeuvre audiovisuelle	Article L. 212-9 du code de la propriété intellectuelle.	0	0	0	0	0	0	0	*Ne fonctionne qu'en l'absence d'accord professionnel, or il n'y a pas eu de désaccords ces dernières années.*
Commission des prix de qualité	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	8	7	8	8	1	1	1	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans d'autres États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen	Arrêté du 27 septembre 2000 instituant au sein du ministère chargé de la culture une commission destinée à se prononcer sur l'assimilation aux diplômes français des diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen NOR: MCCB0000641A	5	0	0	0	0	0	0	*Suppression engagée*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission du cinéma art et essai	Décret n° 2002-568 du 22 avril 2002 portant définition et classement des établissements de cinématographie d'art et d'essai (art. 5)	21	0	0	0	1	1	1	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	24,894	26,1	28,336	18	15	18	
Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive	Article L. 524-14 du code du patrimoine ; Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (articles 90 à 94).	18	1,5	0	1,5	1	0	1	
Commission du soutien financier à la distribution	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	25	17	17	17	45	45	45	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission du soutien financier à l'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique	17	6	6	7	6	5	8	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission du soutien financier sélectif à la production	Décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique	29	275	275	290	19	19	19	*Des indemnités de lecture sont versées. Leur montant annuel dépend du nombre de dossiers reçus (nombre de scénarios à lire). Par ailleurs, les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission emploi du Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	30	0	0	0	5	5	5	
Commission générale de terminologie et de néologie	Décret n° 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	16	0	0	0	31	28	28	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national (Commission des dations)	Loi n° 68-1251 du 31 décembre 1968. Article 310 G (II) Annexe II du CGI Arrêté du 6 avril 1982 relatif à la commission prévue à l'article 310 G de l'annexe II du CGI	5	3	0	2,3	4	2	4	
Commission nationale "culture handicap"	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale « culture-handicap » NOR: MCCB0100045A	24	3,2	0	2,9	1	0	1	*Ces coûts correspondent à la mise en accessibilité des réunions aux participants en situation de handicap (interprétation en langue des signes, sous-titrage, transcription braille).*
Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	10	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de productin d'arts de la rue	10	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale consultative d'attribution des aides à la création audiovisuelle et multimédia (image/mouvement)	Arrêté du 25 mars 2004	10	1,8	1,8	1,8	1	1	1	
Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	20	0	0	0	3	12	12	
Commission nationale de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession d'architecte (qualité des réalisations)	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 10-4). Décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour l'application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes (article 4)	8	1,71	1,71	1,71	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission nationale de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels (architecture et patrimoine)	Décret n° 98-2 du 2 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture	13	1,5	1,5	1,5	1	1	1	
Commission nationale d'équivalence	Arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique NOR: MCCI9700163A	6	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre	22	0	0	0	0	0	1	
Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 du code du patrimoine Décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques	150	0	0	0	28	28	28	*Coût limité au remboursement des frais de déplacement*
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Article R. 313-18 et suivants du code du patrimoine	23	0	0	0	5	5	5	*Coût limité au remboursement des frais de déplacement*
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.	12	0	0,2	0,2	3	3	1	*La somme de 200 € correspond au remboursement du déplacement d'une personne qui ne vient pas à toutes les réunions et ne demande pas systématiquement le remboursement des frais qu'elle a pu engager.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements	10	-	-	0	-	-	1	*Créé fin 2007*
Commission nationale pour le diplôme de professeur de danse	Article L. 362-1 du code de l'éducation. Arrêté du 11 avril 1995 modifié par l'arrêté du 15 février 2001.	17	2	2	2	3	3	3	
Commission paritaire des publications et agences de presse	Décret n° 97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse	21	10,604	10,5	10,2	49	36	36	
Commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits	Articles L. 321-13 et R. 325-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	6	0	0	0	12	12	12	
Commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger	Décret n° 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger (article 8)	5	0	0	0	1	1	1	
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant. NOR: MCCB0600454A	32	-.	0	0	-	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission promotion et vente à l'étranger d'oeuvres audiovisuelles	Décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles Arrêté du 3 mai 1995 pris pour l'application du paragraphe V de l'article 1er du décret n° 95-110 du 2 février 1995	5	12	12	12	4	4	4	*Les frais de gestion de cette commission sont financés par le produit de taxes prélevées sur les secteurs dont le Centre national de la Cinématographie a la charge.*
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêtés du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	0	0	0	*Se réunit sur demande. Une réunion en 2009*
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Article L. 452-1 du code du patrimoine Décret n°2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France (disposition ad hoc devenue l'article L. 452-1 du code du patrimoine)	11	3,5	4,5	5,2	6	7	8	
Commission scientifique des musées nationaux	Décret n° 2003-1303 du 26 décembre 2003 modifiant le décret n° 45-2075 du 31 août 1945 (article 2) modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts	15	0	0	0	10	8	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Commission scientifique nationale des collections des musées de France	Articles L. 451-1 et L. 451-5 du code du patrimoine Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 (article 2) modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	15	5	5	5	10	8	10	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB9800140A	36	0	0	0	9	9	9	
Conseil artistique des musées nationaux	Décret n° 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux	23			2,79	10	8	10	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 75-939 du 29 septembre 1975 modifiant le décret n° 57--549 du 2 mai 1957	25				3	3	3	
Conseil des métiers d'art	Arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art	30	11,6	5,4	12,8	6	2	6	*Les années paires connaissent un pic d'activité en raison de la sélection des nouveaux maîtres d'art.*
Conseil ministériel des études	Arrêté du 16 mars 2006 portant création du conseil ministériel des études. NOR: MCCB0600204A	23	0	0	0	1	0	1	
Conseil national de la recherche archéologique	Décret n° 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique	25	8	8	8	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	15	0	0	0	1	1	1	*Coût limité au remboursement des frais de déplacement*
Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins Arrêté du 3 janvier 2007 (NOR: MCCBO601024A) renouvelant les membres pour 3 ans	28	0	0	0	3	3	3	*Coût limité au remboursement des frais de déplacement*
Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	90	0	0	0	2	2	2	
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire NOR: MCCE9500249A	13	0	0	0	4	2	2	
Conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques	Arrêté du 12 février 2001 portant création d'un conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques NOR: MCCI0100097A	15	0,5	0,5	0,5	2	2	2	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale – Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	30	0	0	0	3	3	3	*Coût limité au remboursement des frais de déplacement*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
14. Culture et communication									
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique NOR: MCCB0000389A (JORF n° 217 du 19 septembre 2000)	80			50	2	2	2	*Le chiffre indiqué pour les réunions correspond au nombre de séances plénières.*
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine	50	0	0,4	0	1	1	1	*L'écart en 2007 correspond à la mise en place d'un groupe de travail (commission spécialisée Politique scientifique des archives) dont les travaux se sont achevés l'année même.*
Conseil supérieur des musiques actuelles	Arrêté du 4 janvier 2006 portant création du Conseil supérieur des musiques actuelles NOR: MCCB0500915A	31	0	0	0	5	1	0	
Haut Comité pour les célébrations nationales	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	13	0	0	0	3	3	3	
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Article L. 312-8 du code de l'éducation. Articles D. 312-7 et suivants du code de l'éducation	30				11	8	5	
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	23	Rembourse ment frais de déplacement	Rembourse ment frais de déplacement	Rembourse ment frais de déplacement	2	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	

15. Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût 2006	Coût 2007	Coût 2008	Réunions 2006	Réunions 2007	Réunions 2008	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Commission de labellisation	Décret n° 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation	20	-	-	0	-	-	1	*Les dépenses de personnel et de fonctionnement courant ne sont pas identifiées.*
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées NOR: MESN9821988A	6	0	0	0	4	4	4	*Les dépenses de personnel et de fonctionnement courant ne sont pas identifiées.*
Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour	Article L. 313-4 et R. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	11	0	0	0		2	2	
Commission nationale des compétences et des talents	Articles L. 315-4 et R. 315-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	17	0	0	0		1	2	
Haut conseil à l'intégration	Décret n° 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration	19	42,005	39,905	39,905	93	78	73	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
16. Espace rural et aménagement du territoire									
Conseil national de la montagne	Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 (art 6) modifiée Décret n° 85-994 du 20 septembre 1985 modifié	59	0	0	0	1	1	0	*1 réunion prévue en 2009*
Observatoire des territoires	Décret n° 2004-967 du 7 septembre 2004 portant création de l'Observatoire des territoires	25	0	0	0	2	1	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2006	2007	2008	2006	2007	2008	
17. Banque de France									
Comité de la médiation bancaire	Articles L. 312-1-3, R. 312-7 et R. 312-9 du code monétaire et financier	5	3	2,7	2,7	3	3	2	
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	4,7	52,1	5,5	3	3	3	*La hausse constatée en 2007 résulte des frais d'un sondage effectué auprès du CSA intitulé "la perception de la sécurité des cartes" dans le cadre du fonctionnement de l'observatoire.*

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2010

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DELIBERATIVES SUPPRIMEES (225)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Premier ministre	Commission Interministérielle des Matériels d'Imprimerie et de Reproduction CIMIR	Arrêté du Premier ministre en date du 9 avril 1981 instituant la Commission interministérielle des matériels d'imprimerie et de reprographie	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Premier ministre	Commission technique et pédagogique des centres de vacances et de loisirs	Arrêté du 17 février 1995 fixant la composition et les fonctions de la commission technique et pédagogique des centres de vacances et de loisirs	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Premier ministre	Comité du service public de la diffusion du droit par l'internet	Décret n° 2002-1064 du 7 août 2002 relatif au service public de la diffusion du droit par l'internet	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Premier ministre	Conseil national de l'évaluation	Décret n° 98-1048 du 18 novembre 1998 relatif à l'évaluation des politiques publiques Abrogé par le décret n° 2008-663 du 4 juillet 2008	Abrogé par Décret n° 2008-663 du 4 juillet 2008
Premier ministre	Haut Conseil de la coopération internationale	Décret n° 2002-1355 du 14 novembre 2002 relatif au Haut Conseil de la coopération internationale	Abrogé par le décret n° 2008-273 du 20 mars 2008 supprimant le Haut Conseil de la coopération internationale
Premier ministre	Commission d'examen des candidatures au poste de conseiller de défense	Article D. 1143-12 du code de la défense Arrêté du 29 octobre 1998 relatif aux fonctions de conseiller de défense et aux modalités de leur candidature	Abrogée par article 17 du décret du 8 juin 2006
Premier ministre	Haut conseil du secteur public	Loi n° 82-155 du 11 février 1982 relative aux nationalisations Art. 53. Décret n° 99-255 du 2 avril 1999	Dispositions déclassées par décision du Conseil constitutionnel du 18 septembre 2008 et abrogées par le décret n° 2008-1029 du 9 octobre 2008.
Premier ministre	Comité des publications	Décret n° 98-752 du 27 août 1998 instituant un comité des publications auprès du secrétaire général du Gouvernement et abrogeant le décret n° 71-570 du 13 juillet 1971 portant création d'une commission de coordination de la documentation administrative Arrêté du 25	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
		janvier 1999 relatif à la composition du comité des publications placé auprès du secrétaire général du Gouvernement	
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission permanente des incapacités physiques incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire	Arrêté du 17 novembre 1971 instituant une commission permanente des incapacités physiques incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire	Article L. 531-4 du code de l'environnement Décret 2008-279 du 21 mars 2008 pris pour l'application de l'article L. 531-5 du code de l'environnement	L'article L. 531-4 a été remplacé par des dispositions créant un comité scientifique et un comité économique, éthique et social composant le Haut Conseil des biotechnologies (loi du 25/06/08). Les articles 1er à 3 du décret du 21 mars 2008 n'étaient applicables que jusqu'au 31 décembre 2008.
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil national du développement durable	Articles D. 134-1 et suivants du code de l'environnement	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission des substances explosives	Décret n° 72-828 du 1 septembre 1972 portant réorganisation de la commission des substances explosives	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil national des clients aériens	Arrêté du 30 octobre 2002 portant création et organisation du comité des usagers du transport aérien	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission consultative mentionnée à l'article 6 de l'arrêté du 8/07/1955 (qualification d'instructeur de photographe navigant)	Arrêté du 8 juillet 1955 relatif à la qualification d'instructeur (article 6)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission consultative d'experts (certificat de navigabilité restreint d'aéronef de collection)	Arrêté du 28 février 2006 relatif au certificat de navigabilité restreint d'aéronef de collection	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission des examinateurs	Arrêté du 14 juin 1999	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement	Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire	Décret n° 2005-473 du 16 mai 2005 relatif aux règles d'attribution par l'Etat de compensations	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
durable et mer		financières aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéroports pour leurs missions relatives au sauvetage et à la lutte contre les incendies d'aéronefs, à la sûreté, à la lutte contre le péril aviaire et aux mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux et modifiant le code de l'aviation civile	
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission de recours sur décisions d'effectifs	Décret n° 67-432 du 26 mai 1967 relatif aux effectifs à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance (article 5) ; Arrêtés des 30 juin 1967 et 23 mai 2005	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission nationale de l'enseignement maritime et commissions paritaires enseignants élèves	Décret n° 85-635 du 21 juin 1985 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles nationales de la marine marchande	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission nationale mixte de sécurité de l'exploitation du chemin de fer à la SNCF	Arrêté du 20 juillet 1982 instituant une commission nationale mixte de sécurité de l'exploitation du chemin de fer	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission consultative nationale pour la délivrance des attestations de capacité professionnelle : transport routier	Arrêté du 15 novembre 1999 portant création auprès du directeur des transports terrestres et des préfets de région de commissions consultatives pour la délivrance des attestations de capacité professionnelle et des justificatifs de capacité professionnelle relatifs à l'exercice de certaines professions liées au transport public routier	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission du génie génétique.- Remplacée par le Haut Conseil des Biotechnologies	Article L. 531-3 du code de l'environnement reproduites dans l'article L. 241-1 du code de la recherche	Remplacée par le Haut Conseil des biotechnologies (loi du 25/06/08)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission spécialisée d'examen des personnes atteintes d'une amputation ou d'un trouble de fonctionnement pour la délivrance ou le maintien du permis de conduire	Arrêté du 7 juin 1960 instituant une commission spécialisée d'examen des personnes atteintes d'une amputation ou d'un trouble de fonctionnement pour la délivrance ou le maintien du permis de conduire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie,	Comité consultatif des subventions	Article D. 213-6 du code de l'aviation civile	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 -

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
développement durable et mer	aux exploitants d'aérodromes		art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission nationale de signalisation d'animation	Arrêté du 14 septembre 2001 relatif à la Commission nationale de signalisation d'animation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission permanente des équipements de la route	Arrêté du 2 décembre 1993 fixant les missions et la composition de la commission permanente des équipements de la route	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission technique de la commission permanente des équipements de la route	Arrêté du 2 décembre 1993 fixant les missions et la composition de la commission permanente des équipements de la route	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil supérieur de l'enseignement de la conduite et de l'organisation de la profession	Décret n° 75-41 du 20 janvier 1975 portant création du conseil supérieur de l'enseignement de la conduite automobile et de l'organisation de la profession	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission centrale des bateaux à propulsion mécanique	Décret du 17 avril 1934 portant règlement d'administration publique pour le service des bateaux, engins stationnaires et établissements flottants ayant une source d'énergie à bord et des barges susceptibles d'être intégrées dans un convoi poussé ou d'être propulsées et non soumis à la réglementation de la navigation maritime Arrêté du 28 avril 2004 fixant la composition, l'organisation et les règles de fonctionnement de la Commission centrale des bateaux à propulsion mécanique.	Abrogé par décret n° 2007-1168 du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures
Écologie, énergie, développement durable et mer	Comité consultatif du Fonds national pour le développement des adductions d'eau	Article R. 2335-8 du code général des collectivités territoriales	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats	Articles D.421-51 et suivants du code de l'environnement Arrêté du 7 février 2003 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de l'Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats	Abrogé par décret n° 2009-401 du 14 avril 2009 relatif à la création du Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse et modifiant le code de l'environnement
Écologie, énergie,	Commission centrale des automobiles	Arrêté du 13 juillet 1960 instituant une	Abrogé par arrêté du 4 février 2008 (NOR :

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
développement durable et mer	et de la circulation générale	commission centrale des automobiles et de la circulation générale	DEVS0766784A)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission de sécurité des stockages souterrains	Arrêté du 26 juin 1979 relatif à la création, la composition et les conditions de fonctionnement de sécurité des stockages souterrains	Abrogé par arrêté du 9 mai 2005
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission du règlement de construction	Article R.* 111-16-1 du code de la construction et de l'habitation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission d'avis technique sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction	Article R.* 142-1 du code de la construction et de l'habitation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil de perfectionnement des lycées professionnels maritimes	Articles R.421-105 et suivants du code de l'éducation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Instance de conseils et d'appui techniques pour la prévention des risques naturels majeurs	Arrêté du 25 mai 2001 instaurant une instance de conseil et d'appui technique pour la prévention des risques naturels	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Observatoire du bâtiment et des travaux publics	Arrêté du 13 juillet 1994 portant création d'un observatoire du bâtiment et des travaux publics	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil supérieur du service public ferroviaire	Décret n° 99-221 du 19 mars 1999 relatif au Conseil supérieur du service public ferroviaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Comité consultatif du programme ARAMIS	Arrêté du 1er juillet 2003 portant création du comité consultatif du programme ARAMIS (application radar à la météorologie infrasynoptique)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Observatoire de l'emploi maritime	Arrêté du 21 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 30 mai 1997 modifié fixant l'organisation des sous-directions de la direction des affaires maritimes et des gens de mer en bureaux	Abrogé par arrêté du 23 mai 2005 portant organisation de la direction générale de la mer et des transports
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission technique de l'assurance construction	Arrêté du 13 mai 1997 instituant une commission technique de l'assurance construction	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Écologie, énergie, développement durable et mer	Groupe central des grandes opérations d'urbanisme	Arrêté du 26 juillet 1999 portant création du groupe central des grandes opérations d'urbanisme	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission d'appel d'offres au sein de l'administration centrale	Article 21 du code des marchés publics	Abrogé par Décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008 - art. 15
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission des équipements destinés à être utilisés en atmosphère explosible	Décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Observatoire des conditions économiques et sociales du transport	Décret n° 84-139 du 24 février 1984 relatif au Conseil national des transports, aux comités régionaux des transports, et aux commissions régionales des sanctions administratives	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Conseil Supérieur de l'Aviation Marchande	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission interministérielle dans le domaine de l'élimination des déchets	Décret n° 75-310 du 23 avril 1975	Abrogé par l'article 4 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement (JO n° 240 du 16 octobre 2007)
Écologie, énergie, développement durable et mer	Commission technique de la sous-traitance en bâtiment et travaux publics	Décret n° 76-684 du 20 juillet 1976 instituant une commission technique de la sous-traitance	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Justice et libertés	Commission de l'informatique, des réseaux et de la communication électronique	Arrêté du 5 juin 1996 relatif à la commission de l'informatique, des réseaux et de la communication électronique du ministère de la justice	Supprimée par le décret du 9 juillet 2008
Justice et libertés	Commission des archives de la justice	Arrêté du 1er février 2000 portant création d'une commission des archives de la justice	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Justice et libertés	Conseil de la statistique et des études	Arrêté du 19 novembre 2004 portant création d'un conseil de la statistique et des études du ministère de la justice.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Justice et libertés	Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire	Articles D. 234 et suivants du code de procédure pénale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Justice et libertés	Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues suite des modifications de ressorts prévues à l'article R 743-158 du code de commerce entre greffiers de tribunaux de commerce	Article R. 743-169 et R. 743-170 du code de commerce	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Justice et libertés	Commission chargée de proposer le montant et la répartition des indemnités entre commissaires-priseurs judiciaires	Art. 2.1 de l'ordonnance du 26 juin 1816 modifiée qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Affaires étrangères et européennes	Commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie	Décret n° 97-134 du 12 février 1997 instituant une commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission nationale de classement des offices de tourisme	Articles D. 133-22 et D. 133-23 du code du tourisme	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Comité consultatif de la garantie publique	Article 275 ter L du code général des impôts (annexe 2) -Arrêté du 14 janvier 1998 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement du comité consultatif de la garantie publique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Coordination nationale du tourisme social et associatif	Arrêté du 22 décembre 1999 portant création de la coordination nationale du tourisme social et associatif	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conseil d'orientation stratégique des Ecoles des mines	Arrêté du 19 avril 2002 portant création du conseil d'orientation stratégique des écoles des mines	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conseil commun des laboratoires	Arrêté du 14 mars 2006 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Service commun des laboratoires du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie » (article 6)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Économie, industrie et emploi	Commission relative aux modalités d'attribution de la médaille du tourisme	Décret n° 89-693 du 21 septembre 1989 instituant la médaille du tourisme (article 11)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission nationale de classement des hôtels et des résidences de tourisme	Arrêté du 14 février 1986 fixant les normes et la procédure de classement des hôtels et des résidences de tourisme (article 9)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission nationale de la grande remise	Arrêté du 18 avril 1966 relatif aux conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur de remise et de tourisme (article 13)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Comité des normes de comptabilité publique	Loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001) (art. 136) Arrêté du 19 mars 2002 relatif au comité des normes de comptabilité publique	Remplacé par le Conseil de normalisation des comptes publics (LOI n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008, article 115)
Économie, industrie et emploi	Conseil supérieur de l'artisanat	Décret du 5 décembre 1955 portant abrogation des arrêtés des 05-10-1949, 16-11-1949, 19-03-1954, 02-09-1953 et création d'un conseil supérieur de l'artisanat	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Observatoire national du commerce	Articles R. 751-26 et suivants du code de commerce	Articles abrogés par le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial (abrogation de la section 6)
Économie, industrie et emploi	Conseil d'évaluation scientifique des écoles des mines	Arrêté du 8 février 2001 modifiant l'arrêté du 11 mars 1985 portant création d'un conseil d'évaluation scientifique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conseil national de la comptabilité Remplacé par l'Autorité des normes comptables par l'ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables	Décret n° 2007-629 du 27 avril 2007 relatif au Conseil national de la comptabilité	Remplacé par l'Autorité des normes comptables (ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009)
Économie, industrie et emploi	Conseil supérieur de la télématique	Articles D. 406-1et suivants du Code des postes et des communications électroniques.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conseil scientifique de l'IGPDE	Arrêté du 5 juillet 2001 relatif au conseil scientifique de l'institut de la gestion publique et du développement économique	Abrogé par arrêté du 28 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'institut de la gestion publique et du développement économique et l'arrêté du 4 décembre 1992 portant création d'un comité pour l'histoire économique et financière auprès

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
			du ministre chargé de l'économie, des finances et du budget et abrogeant l'arrêté du 5 juillet 2001 relatif au conseil scientifique de l'institut de la gestion publique et du développement économique
Économie, industrie et emploi	Conseil d'orientation stratégique des Écoles des mines	Arrêté du 19 avril 2002 portant création du conseil d'orientation stratégique des écoles des mines	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Comité consultatif du Marché d'intérêt national de Paris-Rungis	Articles R. 761-12 et A. 761-12 du code de commerce	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conférence permanente du tourisme rural	Articles D122-18 à D. 122-24 du Code du tourisme	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Comité de la télématique anonyme	Articles D. 406-2 et suivants du code des postes et des communications électroniques	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Haut Conseil du secteur financier public et semi-public – section du Haut conseil du secteur public	Article L. 614-7 et articles D. 614-4 et suivants du code monétaire et financier	Abrogés par le décret n° 2008-1029 du 9 octobre 2008
Économie, industrie et emploi	Comité de liaison de la lutte contre le blanchiment des produits des crimes et des délits et de la lutte contre le financement des activités terroristes	Article L. 562-10 ; D. 562-12 à D562-15 du code monétaire et financier	Abrogé par l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009
Économie, industrie et emploi	Commission nationale maisons de l'emploi	Articles R. 5313-9 et suivants du code du travail	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission nationale d'agrément pour la révision coopérative	Décret n° 84-1027 du 23 novembre 1984 relatif aux modalités de mise en oeuvre de la procédure de révision coopérative concernant certaines catégories d'organismes coopératifs	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission consultative chargée de donner son avis sur l'octroi, le renouvellement et le retrait de la licence d'agent artistique	Articles R. 7121-15 et suivants du code du travail (anciennement R. 762-3 et suivants)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Commission centrale de classement des débits de tabac	Décret du 28 novembre 1873 modifié par le décret n° 78-631 du 2 juin 1978 et par le décret n° 93-13 du 2 janvier 1993	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Économie, industrie et emploi	Comité stratégique de l'IGPDE	Arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'institut de la gestion publique et du développement économique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Économie, industrie et emploi	Conférence économique annuelle	Décret n° 99-417 du 26 mai 1999 portant création d'une conférence économique annuelle	Abrogé par Décret n° 2009-1032 du 26 août 2009 portant suppression de la conférence économique annuelle
Économie, industrie et emploi	Commission nationale des aides publiques aux entreprises	Loi n° 2001-7 du 4/01/2001 ; décret n° 2001-483 du 6 juin 2001.	LOI de finances rectificative pour 2002 (n° 2002-1576 du 30 décembre 2002), article 84 : La loi n° 2001-7 du 4 janvier 2001 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises est abrogée.
Économie, industrie et emploi	Conseil stratégique des technologies de l'information	Décret n° 2004-255 du 22 mars 2004 portant création d'un conseil stratégique des technologies de l'information	Créé pour 3 ans, ce conseil n'a plus d'existence juridique depuis le 23 mars 2007
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Comité directeur et permanent du fonds pour l'emploi dans les DOM	Articles R. 5521-2 et R. 5521-3 du code du travail	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Commission nationale du secourisme	Arrêté du 28 février 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale du secourisme	Le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 dont l'article 15 créait cette commission a été abrogé par le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant dispositions diverses relatives au secourisme.
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Commission interministérielle de coordination des investissements outre-mer	Décret n° 70-1026 du 5 novembre 1970 relatif à la création d'une commission interministérielle de coordination des investissements publics dans les départements d'outre-mer et décret n° 81-287 du 25 mars 1981 pour les territoires d'outre-mer	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	Commission nationale d'appel de reconnaissance de l'expérience professionnelle	Décret n° 2002-348 du 13 mars 2002 pris pour l'application de l'article 4 (3°) de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et relatif à la reconnaissance de l'expérience professionnelle en équivalence des titres ou diplômes requis pour l'accès aux cadres d'emplois dans la fonction publique territoriale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Conseil supérieur de la participation	Article L. 444-2 Abrogé par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 - art. 12 (VD) JORF 13 mars 2007 en vigueur au plus tard le 1er mai 2008	Abrogé par Ordonnance n°2007-329 du 12 mars 2007 - art. 12 (VD) JORF 13 mars 2007 en vigueur au plus tard le 1er mai 2008 (nouvelle codification)
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Commission nationale pour la formation à l'animation	Article D. 451-61 du code de l'action sociale et des familles Transféré par le décret n° 2005-1135 du 7 septembre 2005 - art. 4 JORF 10 septembre 2005 sous l'article D. 451-73 du même code Arrêté du 20 juin 2007 relatif au diplôme d'Etat de moniteur-éducateur.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Comité de suivi du plan de cohésion sociale	Arrêté du 4 mars 2005 portant création comité de suivi plan de cohésion sociale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Conseil national des villes et du développement urbain	Décret n° 88-1015 du 28 octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain	Dispositions abrogées par décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Commission supérieure de la médaille de la famille	Article D. 215-9 et 215-13 du code de l'action sociale et des familles	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville	Comité de pilotage du plan "bien vieillir"	Arrêté du 29 juillet 2005 portant nomination au comité de pilotage du plan « Bien vieillir »	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Comité de la règlementation comptable		L'Autorité des Normes Comptables a été substituée, par l'ordonnance n° 2009-79 du 22 janvier 2009 au Conseil national de la Comptabilité et au comité de la réglementation comptable, la nouvelle appellation étant substituée aux anciennes dans tous les textes en vigueur.
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme	Comité d'interprétation des normes de comptabilité publique	Arrêté du 21 mai 2004 portant création d'un comité d'interprétation des normes de comptabilité publique	Abrogé par arrêté du 29 avril 2009 (NOR : BCFZ0908780A)

nom du ministère	Nom de l’instance	Texte institutif	Texte d’abrogation
de l'Etat			
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Comité d’orientation pour la simplification du langage administratif	Arrêté du 2 juillet 2001 portant création d'un comité d'orientation pour la simplification du langage administratif	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Mission interministérielle de pilotage de l'encadrement supérieur de la fonction publique	Décret n° 2004-1081 du 13 octobre 2004 portant création de la mission interministérielle de pilotage de l'encadrement supérieur de la fonction publique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Mission interministérielle du suivi de la gestion des administrateurs civils	Arrêté du 16 avril 2002 portant création de la mission interministérielle du suivi de la gestion des administrateurs civils	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Commission nationale consultative des instituts régionaux d'administration	Décret n° 84-588 du 10 juillet 1984 relatif aux instituts régionaux d'administration *IRA*	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Conseil d'orientation de l'Observatoire de l'emploi public	Décret n° 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public (articles 2 et 3)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat	Comité de pilotage pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques	Arrêté du 10 novembre 2000 portant création du comité de pilotage pour l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois supérieurs des fonctions publiques	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Haut comité de suivi des concours	Arrêté du 21 décembre 2001 portant création du Haut Comité de suivi des concours	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Comité de l’édition pour l’éducation nationale	Décret n° 2000-722 du 25 juillet 2000 portant création du comité de l'édition pour l'éducation nationale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Comité national de l’innovation pour la réussite scolaire	Arrêté du 4 octobre 2000 portant création du Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Comité national de réflexion et de propositions sur la laïcité à l'école	Arrêté du 14 janvier 2002 portant création du Comité national de réflexion et de propositions	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
		sur la laïcité à l'école	
Education nationale	Haut comité éducation-économie-emploi	Articles D. 237-1 et suivants du code de l'éducation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Comité de suivi de la rénovation de la formation initiale et continue des maîtres	Arrêté du 30 avril 2002 portant création du comité de suivi de la rénovation de la formation initiale et continue des maîtres.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Observatoire des langues vivantes étrangères	Arrêté du 13 janvier 1984 portant création de l'observatoire des langues vivantes étrangères (JO du 27 janvier 1984)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Comité national de lutte contre les violences à l'école	Arrêté du 19 octobre 2000 portant création du Comité national de lutte contre la violence à l'école	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Observatoire national des langues vivantes étrangères	Arrêté du 13 janvier 1984 modifié par arrêté du 24 janvier 1985	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Education nationale	Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire	Arrêté du 4 octobre 2000 portant création du Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement	Arrêté du 23 mars 1999 relatif au Comité de coordination des sciences de la Planète et de l'environnement	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Commission de recours pour la prime d'encadrement doctoral et de recherche	Décret n° 90-51 du 12 janvier 1990 instituant une prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur (article 4)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité national de coordination pour la recherche au service du développement	Décret n° 89-620 du 29 août 1989 instituant un comité national de coordination pour la recherche au service du développement	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination de la recherche technique	Décret n° 77-1534 du 31 décembre 1977 portant création du comité de coordination de la recherche technique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Conseil consultatif de l'internet	Décret n° 2003-1167 du 8 décembre 2003 portant création du Conseil consultatif de l'internet	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement	Conseil national de coordination des	Décret n° 2001-227 du 12 mars 2001 portant	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 -

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
supérieur et Recherche	sciences de l'homme et de la société	création du Conseil national de coordination des sciences de l'homme et de la société	art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination des sciences du vivant	Arrêté du 17 septembre 1998 relatif au comité de coordination des sciences du vivant	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination de la recherche en physique nucléaire et en physique des particules	Arrêté du 25 avril 1972 relatif au comité de coordination de la recherche en physique nucléaire et en physique des particules	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination des sciences et technologies de l'information et de la communication	Arrêté du 21 juillet 1999 relatif au comité de coordination des sciences et technologies de l'information et de la communication	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Conseil des très grands équipements scientifiques	Arrêté du 25 mai 1991	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité consultatif de la recherche en informatique et en automatique	Décret n° 76-788 du 10 octobre 1976 relatif au comité consultatif de la recherche en informatique et en automatique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Commission nationale chargée de l'évaluation périodique du diplôme national de master mise en oeuvre dans les établissements d'enseignement supérieur habilités par l'Etat à délivrer le diplôme d'ingénieur, dite commission Duby (DGES)	Arrêté du 4 juin 2003 portant création de la commission d'évaluation du diplôme national de master mis en oeuvre par les établissements habilités à délivrer le diplôme d'ingénieur	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité de coordination des matériaux	Arrêté du 19 septembre 2003 relatif au comité de coordination des matériaux	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Comité national du génie biologique et médical	Arrêté du 26 juillet 1983 relatif au comité national du génie biologique et médical	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et Recherche	Conseil national du sport universitaire	Arrêté du 12 mars 1993 portant création d'un Conseil national du sport universitaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Enseignement supérieur et	Comité de coordination de la recherche médicale	Arrêté du 23 avril 1969 relatif au comité de coordination de la recherche médicale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Recherche			
Enseignement supérieur et Recherche	Conseil consultatif du développement technologique	Arrêté du 15 juillet 1998 relatif au comité consultatif du développement technologique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale chargée d'examiner les demandes d'attribution de la carte du combattant	Article R. 227 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Comité du souvenir et des manifestations nationales	Article D. 436 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V
Défense	Commission nationale consultative de la Résistance	Décret n° 70-768 du 27 août 1970 portant création d'une commission nationale consultative de la Résistance auprès du ministre chargé de la défense nationale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission de recours gracieux concernant les emplois réservés	Articles R. 429 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Abrogé par Décret n°2009-629 du 5 juin 2009 - art. 1
Défense	Commission interministérielle des musées des deux guerres mondiales	Décret n° 85-464 du 24 avril 1985 (modifié par le décret n° 99-951 du 15 novembre 1999).	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale chargée d'examiner les demandes d'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance	Articles R.260 et R.261 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale chargée d'examiner les demandes d'attribution de la carte de combattant	Article R. 227 bis du code des pensions militaires.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission chargée d'émettre l'avis sur la valeur du point de pension militaire d'invalidité	Articles L. 8 bis et R. 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Article L8 bis (Modifié par Loi n°2004-1484 du 30 décembre 2004 - art. 117 (V) JORF 31 décembre 2004) A. - A chaque pension, ainsi qu'aux majorations et allocations, correspond un indice exprimé en points. Le montant annuel de la pension est égal au produit de l'indice par la valeur du point de pension. B. - A compter du 1er janvier 2005, un rapport constant est établi entre les pensions et les traitements bruts de la fonction publique de l'Etat. En cas d'évolution de l'indice d'ensemble des traitements bruts de

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
			la fonction publique de l'Etat, tel qu'il est défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques, la valeur du point de pension est modifiée proportionnellement à l'évolution de cet indice, à la date de cette évolution. Article R3 abrogé par Décret n°2005-596 du 27 mai 2005 - art. 1 (V) JORF 29 mai 2005 Article 1 : Les articles R. 2, R. 3, R. 4, R. 5 et R. 5-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont abrogés.
Défense	Commission nationale des titres de déporté politique et d'interné politique	Articles R.336 et R.337 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale chargée d'examiner les demandes de reconnaissance de la qualité de personne contrainte au travail en pays ennemi	Article R. 374 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale chargée d'examiner les demandes d'attribution de la carte de réfractaire	Articles L. 306 et L. 307, R. 357 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Article L. 306 et L. 307 abrogés par Ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre et liens vers les décrets d'application) Article R. 357 abrogé au 9 juin 2009 par article 17 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006
Défense	Commission consultative nationale de la Résistance	Décret n° 70-768 du 27 août 1970 portant création d'une commission nationale consultative de la Résistance auprès du ministre chargé de la défense nationale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission spéciale des installations nucléaires de base secrète	Articles R.* 1333-54 et D. 1333-55 à D. 1333-60 du code de la défense	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Défense	Commission nationale des déportés et internés résistants (attribution du titre de déporté résistant ou d'interné	articles R.306 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
	résistant)		
Santé et Sports	Commission nationale compétente pour les nominations aux fonctions de chef de service ou de département de psychiatrie	Article R. 714-21-15 et suivants du code de la santé publique	Abrogé par le décret n° 2007-1608 du 13 novembre 2007 (article 6)
Santé et Sports	Commission interministérielle d'harmonisation des mesures de la radioactivité de l'environnement et des denrées destinées à la consommation	Décret n° 88-715 du 9 mai 1988 relatif à l'harmonisation des mesures de la radioactivité de l'environnement et des denrées destinées à la consommation	Abrogé par le décret n°2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants
Santé et Sports	Commission d'évaluation du programme expérimental sur le dépistage néonatal de la surdité	Arrêté du 18 décembre 2004	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité national de l'alimentation et de la nutrition des établissements de santé	Arrêté du 29 mars 2002 portant création du Comité national de l'alimentation et de la nutrition des établissements de santé	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité de suivi du plan Alzheimer et maladies apparentées 2004-2007	Arrêté du 29 mars 2005 relatif à la composition du comité de suivi du plan Alzheimer et maladies apparentées	Remplacé par la commission nationale et groupes de travail chargés du plan national concernant la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées (décret N° 2007-1313 du 6 septembre 2007), eux-mêmes créés pour une durée de 4 mois.
Santé et Sports	Comité national d'élaboration du programme de lutte contre la tuberculose	Arrêté du 3 février 2006 portant création du Comité national d'élaboration du programme de lutte contre la tuberculose	L'article 9 de l'arrêté du 3 février 2006 prévoit que le mandat de ses membres prend fin au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté.
Santé et Sports	Comité national de lutte contre la fraude en matière de protection sociale	Article D. 114-6 du code de la sécurité sociale	Abrogé par le décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une délégation nationale à la lutte contre la fraude
Santé et Sports	Conseil supérieur du thermalisme	Décret n° 69-90 du 18 janvier 1969 relatif au Conseil supérieur du thermalisme et du climatisme	Abrogé par le décret n 83-371 du 4 mai 1983 portant création du Haut Comité du thermalisme et du climatisme, décret lui-même abrogé par le décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Santé et Sports	Observatoire des activités physiques, des pratiques sportives et des métiers du sport	Article R. 142-14 du code du sport	Abrogé par le décret n° 2009-341 du 27 mars 2009 JORF du 29 mars 2009
Santé et Sports	Comité de suivi du programme de santé publique sur le diabète	Arrêté du 29 avril 2002	Comité créé pour une durée temporaire (2001-2005)
Santé et Sports	Comité national des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature	Article R. 311-1 du code du sport	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe de travail étude - action sur les grossesses non désirées	Arrêté du 10 décembre 2002	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe de travail sur le traitement de l'accident vasculaire cérébral par fibrinolyse	Arrêté du 7 octobre 2003 portant création d'un groupe de travail sur le traitement de l'accident vasculaire cérébral par fibrinolyse	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe de travail "Intoxications oxycarbonées"	Arrêté du 9 juin 2004 portant création d'un sous-groupe de travail « Intoxications oxycarbonées » du groupe de travail à caractère permanent « Bâtiment - Santé » de la section des milieux de vie du Conseil supérieur d'hygiène publique de France	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Commission nationale de l'enseignement des activités physiques et sportives	Article L. 121-13 du code du sport et décret n° 93-1035 du 31 août 1993.	Supprimée par Décret n° 2006-665 du 7 juin 2006
Santé et Sports	Commission nationale de lutte contre le dopage des animaux	Loi n° 89-432 du 28 juin 1989 article 3 – Décret n° 2006-240 du 1er mars 2006.	Abrogée par LOI n° 2006-405 du 5 avril 2006
Santé et Sports	Commission des recours	Loi CMU n° 99-641 du 27 janvier 1999, article 60, III, B (devenu IV par loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002, article 68)	Le IV de l'article 60 de la loi n° 99-641 du 27 janvier 1999 a été abrogé par l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre (article 10)
Santé et Sports	Conseil de transparence des statistiques de l'assurance maladie	Articles L. 161-28-2 et suivants du code de la sécurité sociale Articles D. 161-13-5 et suivants du même code	Articles abrogés par l'article 64 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 Articles abrogés par le décret n° 2004-1048 du 4 octobre 2004
Santé et Sports	Conseil supérieur de l'aide sociale	Articles L. 142-1 et L. 142-2 du Code de l'action sociale et des familles	Abrogés par Ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 article 27

nom du ministère	Nom de l’instance	Texte institutif	Texte d’abrogation
Santé et Sports	Comité national de la recherche et de la technologie en activités physiques et sportives	Articles R. 142-3 du code du sport	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité consultatif de santé mentale	Arrêté du 3 février 1995 portant création d'un comité consultatif de santé mentale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité consultatif de l'enseignement sportif de la plongée subaquatique	Articles A. 142-33 à 38 du code du sport	Abrogés par arrêté du 14 mai 2009 modifiant les dispositions réglementaires du code du sport (NOR: SASV0911161A)
Santé et Sports	Groupes techniques sur le dépistage organisé de certains cancers	Arrêté du 23 décembre 1998 portant création de groupes techniques sur le dépistage de certains cancers	Abrogé par l’arrêté du 30 avril 2002 portant création de groupes techniques sur le dépistage organisé de certains cancers lui-même abrogé par l’arrêté du 10 mars 2006 portant réduction du nombre des commissions administratives
Santé et Sports	Comité de suivi du programme d’actions, de prévention et de prise en charge de l’asthme	Arrêté du 29 avril 2002 portant création d'un comité de suivi du programme d'actions, de prévention et de prise en charge de l'asthme	Abrogé par arrêté du 10 mars 2006 (NOR : SANP0621114A)
Santé et Sports	Comité national consultatif de labellisation des centres de référence de maladies rares	Arrêté du 9 août 2004 portant création du Comité national consultatif de labellisation des centres de référence de maladies rares	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité national de génétique clinique	Arrêté du 31 octobre 2001 portant création du Comité national de génétique clinique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Comité professionnel national des transports sanitaires	Arrêté du 24 février 1993 portant création du Comité professionnel national des transports sanitaires	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Commission d’homologation des éthylotests à l'air expiré	Arrêté du 21 mars 1983 relatif à l'homologation des appareils de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré (ou éthylotests de l'air expiré)	Abrogés par arrêté du 14 octobre 2008 publié au JO du 18 octobre 2008
Santé et Sports	Commission permanente du sport en entreprise	Arrêté du 29 avril 2002 portant création de la commission permanente du sport en entreprise	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Conseil supérieur des hôpitaux	Articles R. 6141-1 et suivants du code de la santé publique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe de travail "étude-action sur les grossesses non désirées"	Arrêté du 10 décembre 2002	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Santé et Sports	Commission nationale de prévention et de lutte contre la violence dans le sport	Arrêté du 2 octobre 2000 portant création d'une Commission nationale de prévention et de lutte contre la violence dans le sport	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe national d'appui aux centres d'interruption volontaire de grossesse	Arrêté du 1er février 2002	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Groupe de travail à caractère permanent "bâtiment santé"	Arrêté du 14 février 2001 portant création d'un groupe de travail à caractère permanent « Bâtiment-Santé » au sein de la section des milieux de vie du Conseil supérieur d'hygiène publique de France	Commission supprimée avec la disparition du Conseil supérieur d'hygiène publique de France
Santé et Sports	Comité de suivi du plan maladies rares	Arrêté du 11 octobre 2005 portant nomination au comité de suivi du plan national maladies rares	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Santé et Sports	Conseil supérieur des systèmes d'information de santé	Articles D. 1411-31 et suivants du code de la santé publique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale de capacité professionnelle à l'installation en agriculture	Arrêté du 17 février 2005 relatif à la Commission nationale capacité professionnelle à l'installation en agriculture	Abrogé au 9 juin 2009 par article 17 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006
Alimentation, agriculture et pêche	Commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés, des matières fertilisantes et supports de culture	Décret n° 74-682 du 01/08/74 modifié par le décret n° 2005-1716 du 28/12/05	L'AFSSA a été substituée à la commission des produits antiparasitaires à usage agricole, des matières fertilisantes et supports de culture, dans toutes ses missions réglementaires, par le décret n° 2006-1177 du 22 septembre 2006
Alimentation, agriculture et pêche	Commission d'étude de la toxicité des produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés, des matières fertilisantes et des supports de culture	Décret n° 74-682 du 1er août 1974 R 253-2 du code rural	Décret abrogé par l'article 6 du décret n°2003-768 du 1 août 2003 relatif à la partie réglementaire du livre II du code rural
Alimentation, agriculture et pêche	Commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire	Loi n° 92-654 du 13 juillet 1992, article 3	Loi abrogée par Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 - art. 5 (V) JORF 21 septembre 2000
Alimentation, agriculture et pêche	Commission consultative permanente des écoles nationales supérieures agronomiques	Article R. 812-34 du code rural	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture	Article R. 717-75 et suivants du code rural	Abrogés par l'article 2 du décret n° 2008-1217 du 25 novembre 2008 relatif au Conseil

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
			d'orientation sur les conditions de travail
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale des labels et des certifications de produits agricoles et alimentaires	Article L 646-1 du code rural	Abrogé par Ordonnance n°2006-1547 du 7 décembre 2006 - art. 2 () JORF 8 décembre 2006 en vigueur le 1er janvier 2007
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale d'identification électronique des équidés	Arrêté du 24 février 2003 relatif aux modalités d'habilitation des agents de l'établissement public "Les Haras nationaux" pour l'identification électronique complémentaire des équidés (article 6)	Abrogé au 9 juin 2009 par article 17 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006
Alimentation, agriculture et pêche	Comité national de suivi et d'évaluation du dispositif de formation des personnes responsables des travaux de brûlage dirigé et d'incinération	Arrêté du 15 mars 2004 relatif à la formation et à la validation des acquis des personnes responsables des travaux de brûlage dirigé et/ou d'incinération	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale des abattoirs	Arrêté du 4 novembre 1994 relatif à la Commission nationale des abattoirs	Abrogé au 9 juin 2009 par article 17 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006
Alimentation, agriculture et pêche	Comité scientifique du ministère de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales	Arrêté du 17 janvier 1995 relatif au comité scientifique du ministère de l'agriculture et de la pêche	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Commission nationale d'agrément des géomètres experts	Article R. 121-25-1 du code rural et arrêté du 25 janvier 2007 relatif à sa composition et à son fonctionnement	Abrogé au 9 juin 2009 par article 17 du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006
Alimentation, agriculture et pêche	Conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation	Arrêté du 3 octobre 2003 portant création du Conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation	Abrogé par l'article 8 du décret n° 2008- 498 du 26 mai 2008 portant création du conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables
Alimentation, agriculture et pêche	Commission spécialisée de la protection des animaux	Arrêté du 24 janvier 1986 relatif à la composition de la commission spécialisée de la protection des animaux (modifié par arrêté du 16 juin 1993 relatif à la composition de la commission spécialisée de la protection des animaux)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Comité de coordination (en matière d'enseignement et de recherche)	Articles D.814-41 à 42 du code rural.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Comité d'homologation des produits antiparasitaires à usage agricole, des	Article R.* 253-4 du code rural	Compétences reprises par l'AFSSA

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
	matières fertilisantes et supports de culture		
Alimentation, agriculture et pêche	Observatoire national des installations en agriculture non aidées	Arrêté du 16 novembre 2001 portant création d'un Observatoire national des installations en agriculture non aidées	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Alimentation, agriculture et pêche	Comité consultatif sur la gestion du potentiel de production viticole	Article R. 665-5 du code rural	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission nationale de reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers délivrés dans des États non membres de la communauté européenne pour l'exercice de la profession d'architecte	Décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour l'application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes (articles 2 et 3)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil ministériel de la recherche	Arrêté du 17 janvier 1990 relatif à l'organisation de la recherche au ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission pour l'attribution de l'incitation financière pour l'encadrement doctoral et la formation à la recherche en faveur des enseignants titulaires des écoles d'architecture	Décret n° 98-667 du 27 juillet 1998 instituant une incitation financière pour l'encadrement doctoral et la formation à la recherche en faveur des enseignants titulaires des écoles d'architecture Arrêté du 27 juillet 1998 fixant les modalités d'attribution de l'incitation financière pour l'encadrement doctoral et la formation à la recherche en faveur des enseignants titulaires des écoles d'architecture instituée par le décret n° 98-667 du 27 juillet 1998	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil supérieur de l'enseignement de l'architecture	Décret n° 73-400 du 26 mars 1973 modifié Arrêté du 29 juin 1978 relatif au Conseil supérieur de l'architecture	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission des orgues non protégés au titre des monuments historiques	Arrêté du 29 décembre 1999 instituant une commission consultative dénommée « commission des orgues non protégées au titre des monuments historiques »	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Culture et communication	Conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel	Arrêté du 18 février 2002 portant création du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Comité des grands prix nationaux de l'architecture	Arrêté du 29 juillet 2005 portant création du comité des grands prix nationaux de l'architecture.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil du patrimoine ethnologique	Décret n° 80-277 du 15 avril 1980 instituant un conseil du patrimoine ethnologique	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission nationale de diplômes d'architectes étrangers délivrés dans des Etats non membres de la Communauté européenne pour l'exercice de la profession d'architecte	Décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour l'application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil scientifique du Centre national de la Préhistoire	Arrêté du 29 juillet 1975 portant création du Centre national de la Préhistoire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique en musique	Articles R. 461-12, R. 461-13 et R. 461-14 du code de l'éducation ; arrêté du 7 mai 2003 (musique)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission de reconnaissance des établissements d'enseignement artistique en danse	Articles R. 461-12 et suivants du code de l'éducation arrêté du 10 janvier 2002 (danse) (sur renvoi à DCE par l'article L. 361-2 du code de l'éducation).	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission de validation de l'expérience professionnelle pour le CEFEDEM	Arrêté du 8 septembre 1992 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur ou de professeur des écoles de musique et de danse contrôlées par l'État, Arrêté du 16 décembre 1992 modifié relatif aux conditions requises pour l'habilitation d'un centre de formation à délivrer le diplôme d'État de professeur de musique, arrêté du 3 février 1999 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1992	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission nationale pour la reconnaissance de diplômes, carrières ou travaux exceptionnels pour les certificats d'aptitude	Arrêté du 17 avril 2001 relatif aux examens du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des conservatoires nationaux de	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
		région, du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur chargé de la direction des écoles territoriales de musique, danse et art dramatique agréées ou non agréées, du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique et du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse dans les écoles territoriales de musique, danse et art dramatique	
Culture et communication	Conseil supérieur de la langue française	Décret n° 89-403 du 2 juin 1989 instituant un conseil supérieur de la langue française et une délégation générale à la langue française et aux langues de France (articles 2 à 5)	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture	Décret n° 97-1096 du 27 novembre 1997 Arrêté du 8 janvier 1998 relatif à la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture et aux conditions d'habilitation des écoles	Décret abrogé par le décret n°2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture Arrêté abrogé par arrêté du 20 juillet 2005 (NOR : MCCL0500500A)
Culture et communication	Conseil supérieur de la photographie	Arrêté du 30 janvier 2006 portant création d'un Conseil supérieur de la photographie.	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Comité de pilotage en vue de la création d'une bibliothèque numérique européenne	Décret n° 2005-780 du 12 juillet 2005 instituant un comité de pilotage en vue de la création d'une bibliothèque numérique européenne	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil supérieur des bibliothèques	Articles D. 239-34 et suivants du code de l'éducation	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Sous-commission de classification des oeuvres cinématographiques chargée de vérifier le matériel publicitaire	Arrêté du 1er février 1995 relatif à la sous-commission de la commission de classification des oeuvres cinématographiques chargée de vérifier le matériel publicitaire	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Comité consultatif de la recherche architecturale	Décret n° 98-31 du 14 janvier 1998 portant création d'un comité consultatif de la recherche architecturale	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Conseil scientifique supérieur de l'enseignement de l'architecture	Décret n° 94-262 du 1 avril 1994 relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture Arrêté du 1er avril 1994 relatif au Conseil scientifique supérieur de	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)

nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
		l'enseignement de l'architecture	
Culture et communication	Commission d'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles	Arrêté du 30 juin 2004 relatif à l'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Culture et communication	Commission consultative d'acquisition de cartons de tapisseries et de tapis	Arrêté du 28 avril 2003 portant création d'une commission consultative d'acquisition de cartons de tapisseries et de tapis	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire	Conseil national pour l'intégration des populations immigrées	Décret n° 93-290 du 5 mars 1993 instituant un Conseil national pour l'intégration des populations immigrées	Abrogé par Décret n°2006-672 du 8 juin 2006 - art. 17 (V), art. 18 (V)
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire	commission nationale de contrôle des centres de rétention ou "zones d'attente"	Article R. 111-25 à R. 111-32 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Abrogé par le décret n° 2008-246 du 12 mars 2008 relatif au Contrôleur général des lieux de privation de liberté (article 17)
Banque de France	Comités consultatifs de la Banque de France	Décret n° 93-1278 du 3 décembre 1993 sur la Banque de France (article 35)	Abrogé par le décret n°2005-1007 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire code monétaire et financier